

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / MARS 2017 / N°457

Dossier

Extrême droite: résistons !

Tout est politique,
la sexualité aussi

Rencontre avec
Lucas Belvaux



3 Éditorial

« La démocratie est-elle un songe ? »
Par **Henri Bartholomeeusen**.

4 Espace de brièvetés

6 Grand entretien

Le réalisateur **Lucas Belvaux** revient sur son dernier film « Chez nous » et l'accueil plutôt frisquet qu'il a reçu auprès des caciques du Front National. Propos recueillis par **Vinciane Colson**.

10 Libres ensemble

10 Au dossier déjà épais des critiques sur la prison, voici que s'ajoute une nouvelle réflexion.
Par **Juliette Beghin**.

13 Tout est sexuel, à commencer par la discrimination... des femmes. Par **Sylvie Lausberg**.

17 Sur fond de réflexion sur l'allocation universelle, un rappel bien utile de la place du travail dans la société. Par **Mateo Alaluf**.

20 International

22 Malte a mal à son humanisme, mais elle se soigne. Par **Gabrielle Lefèvre**.

25 Quand le Burundi ressemble au Rwanda génocidaire, l'Afrique tremble. Par **Colette Braeckman**.

29 Qui se préoccupe du Yémen ? Personne, justement. Par **Alice Hermine**.

32 Dossier Extrême droite: résistons !

En Europe et ailleurs, la bête s'est rarement mieux portée depuis 1945. Qui sont-ils, d'où viennent-ils, que veulent-ils, ces fachos ordinaires qui hantent nos démocraties ?



68 École

Débattre en classe, c'est allumer des lumières. Par **Hélène Eveleight et Michel Tozzi**.

70 Droit de suite

72 Arts

74 « Swagger » : la banlieue autrement.
Par **Frédéric Vandecasserie**.

76 « Colon(ial)oscopie » : tout sur le colon belge. Par **Soraya Soussi**.

78 Pour être citoyen en 2017, faut-il être mauvais élève ? Par **Julie Luong**.

80 Coup de pholie

« Coût philosophique de la pholie »
Par **Baptiste Coppens**.

Édito / Par Henri Bartholomeeusen, président du CAL

La démocratie est-elle un songe ?

La période qui jusqu'à nouvel ordre – ou nouvel « ordre nouveau » – s'étend de 1945 à ce jour n'aura-t-elle été qu'une parenthèse aussi heureuse qu'inexpliquable ? Jamais en effet n'avions-nous connu en Europe occidentale, une telle plage de paix et de prospérité. Jamais autant de pays européens n'avaient-ils cohabité aussi paisiblement, coopéré sans arrière-pensées territoriales ni désir d'asservir ses voisins. Jamais n'avions-nous vu ces mêmes États tenter de construire une « nation européenne » sans frontières et sans volonté de domination de l'un sur les autres. Une expérience de paix, de démocratie et de liberté.

Aujourd'hui, nombre de concitoyens regardent ce qui fut rêvé et réalisé comme une amère chimère et n'éprouvent plus que ressentiment. Ils s'apprêtent à voter en masse pour un retour en arrière, pour une Europe des nations, la fermeture des frontières et le repli sur soi. Pour une Europe du Brexit, du Nexit¹, du Franxit². Une Europe du « non » à la liberté, du « non » à l'égalité, du « non » à la solidarité.

Pourtant nous la connaissons bien cette Europe des nations-qui-se-tapent-des-sus-à-la-première-occasion. Elle a montré ce dont elle était capable : guerres de Cent Ans, de Religion, d'Italie, de Trente Ans, de Sept Ans, de succession de tel ou tel, napoléoniennes, franco-prussienne, d'Autriche, de Crimée, des Balkans, coloniales, mondiales (épisodes un et deux). Il y en eut tellement...

« Le nationalisme, c'est la guerre. » Tel fut le sujet du dernier discours de François Mitterrand. Un discours prononcé, le 8 mai 1995, à Berlin. Mitterrand savait de quoi, pour quoi et où il parlait.

L'extrême droite – qui n'a jamais été aussi puissante depuis les années 1930 – et le populisme qui, à droite comme à gauche, nous promettent de nous raser gratis demain ne disent pas le principal. S'ils gagnent, si l'Europe s'écroule, ce sera la guerre.

Puissions-nous n'avoir pas totalement oublié ce que cela signifie.

¹ Néologisme désignant une hypothétique sortie des Pays-Bas de l'Union européenne dans le cas où le PVV de Geert Wilders gagnerait les élections de mars 2017.

² Idem pour la France en cas de victoire de Mme Le Pen aux présidentielles d'avril-mai 2017.

C'est elle qui décide !

«She decides», c'est le nom donné à la conférence internationale sur le financement des ONG soutenant l'avortement, programmée ce 2 mars à Bruxelles à l'initiative de notre ministre de la Coopération au Développement et Vice-Premier ministre Alexander De Croo (Open VLD). À l'heure où nous rédigeons ces lignes, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas et la Belgique, sans compter naturellement de très nombreuses ONG et associations, se sont unis pour compenser les effets de la décision de Donald Trump de couper les vivres aux ONG internationales qui, dans des pays en développement, informent les femmes sur le planning familial, la contraception et l'avortement sans risque. La décision US risque en effet d'avoir des effets dévastateurs, notamment en Afrique subsaharienne où persistent de gros problèmes de régulation des naissances et d'accès aux soins de santé. Beaucoup trop de fillettes sont en effet mariées à un âge très précoce, certaines ont leur première grossesse à l'âge de 12 ans et vont avoir ensuite en moyenne 7 ou 8 enfants. Pour Alexander De Croo, «*l'accès au planning familial est un droit humain de base*». Contrairement à ce qui est parfois affirmé, il ne s'agit pas de s'ingérer dans la politique intérieure des États-Unis, mais bien de chercher à contrebalancer les effets délétères de cette décision qui aura un impact mondial. En plus de contributions publiques des pays participants, appel est lancé aux contributeurs privés via la plate-forme de financement participatif She decides inaugurée en février par la ministre néerlandaise Lilianne Ploumen.

C'est lui qui décide !

En Arkansas (USA), selon les termes d'une loi votée fin janvier, un mari pourra désormais empêcher sa femme d'avoir recours à une IVG. Tout époux présumé être le père du bébé à naître pourra en effet s'opposer à ce que sa partenaire procède à un avortement et aura la possibilité d'attaquer en justice le médecin et lui réclamer des dommages et intérêts. La loi sera également applicable en cas de viol conjugal. Pour ce qui concerne les mineures, ce sont ses parents ou ses tuteurs légaux à

qui reviendront ces mêmes droits. La branche locale de l'American Civil Liberties Union de l'Arkansas (ACLU) a annoncé son intention de s'opposer à cette nouvelle loi. Un texte similaire a été voté dans six autres États, mais ils sont contestés dans quatre d'entre eux.

Strike 4 Repeal

En bon français: «Grève pour l'abrogation». C'est le nom de la campagne irlandaise pour la dépénalisation de l'avortement qui atteindra son sommet le 8 mars, journée internationale des droits des femmes. Il est vrai qu'en Irlande, l'avortement est un délit possible de lourdes peines de prison. Ce 8 mars, les femmes irlandaises seront donc en grève pour marquer le coup. Certaines prendront tout simplement un jour de congé, celles qui ne travaillent pas sont invitées à ne rien faire non plus à la maison, mais toutes porteront du noir en signe de protestation. But de l'opération: contraindre le gouvernement à organiser au plus vite un référendum sur l'abrogation du «huitième amendement» de la Constitution. Cette disposition accorde au foetus les mêmes droits qu'aux femmes enceintes. Il interdit toute forme d'IVG, même en cas de viol ou d'inceste. En 2014, un cas douloureux avait illustré la détresse dans laquelle peuvent se trouver des familles en raison de cette législation d'un autre âge. Une jeune femme de 26 ans, en état de mort cérébrale à la suite d'un accident, avait été maintenue artificiellement en vie contre l'avis de sa famille. La Haute Cour de justice avait mis plus de trois semaines pour décider si les médecins pouvaient ou non «débrancher» la jeune femme enceinte.

Faut-il interdire à Donald Trump de mettre les pieds en Belgique ?

C'est en tout cas ce qu'ont suggéré au gouvernement belge la Ligue des droits de l'homme (LDH) et l'Association européenne pour la défense des droits de l'homme (AEDH). Tant que le président des États-Unis ne rapporte pas son ordre exécutif d'interdiction d'accès au territoire américain aux ressortissants de sept pays à population majoritairement musulmane (Yémen, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Irak), les deux organisations demandent au gouvernement de renoncer à inviter le président des États-Unis pour des discussions bilatérales ainsi que de lui interdire l'accès au territoire, même s'il est invité par une organisation internationale ayant son siège en Belgique. Selon ces deux associations, c'est la démocratie qui est en jeu et c'est la raison pour laquelle il est important d'agir pour «affirmer sans ambiguïté le rejet de telles politiques islamophobes et xénophobes». On peut toujours rêver. Mais restons现实istes, il est assez peu probable que la Belgique se laisse aller à de pareilles extrémités avec un allié aussi imposant que les États-Unis...

Espagne: tout fout le camp

Longtemps considérée comme «le grand réservoir chrétien de l'Occident», l'Espagne se sécularise à toute vitesse. En effet, selon l'Institut national de statistiques, les

jeunes désertent en masse les églises. En 2016, à peine 22 % des couples qui se sont mariés sont passés devant Monsieur le Curé. En 2000, les trois-quarts des mariages étaient encore célébrés à l'église mais la chute est constante et spectaculaire. La dictature franquiste (1939-1975) avait freiné, sinon stoppé, le phénomène de sécularisation de la société espagnole mais, aujourd'hui, on constate un phénomène de rattrapage par rapport aux autres pays européens. De plus, la très dure crise économique a probablement accéléré le processus en limitant les capacités d'émancipation des jeunes. «*Le vrai sacrement pour les jeunes d'aujourd'hui est le crédit immobilier*», ironise un sociologue qui souligne encore que «*l'anticléricalisme de la vieille gauche républicaine espagnole est (aujourd'hui) remplacé par une simple indifférence des jeunes envers la religion*». Ces dernières années, le nombre d'athées a connu une forte croissance, passant de 13 % en 2000 à 24 % en 2015.

Le Front pénal

Quel est le parti français le plus aux prises avec la justice? Le *Canard enchaîné* (22/02) s'est livré à l'exercice et proclame le vainqueur toutes catégories: le Front national. Oui, ce parti d'extrême droite qui ne cesse de vilipender le «tous pourris», la «ripoublique» et le «système» est le plus pourri, le plus ripou et celui qui profite le plus du système. Emplois fictifs, détournement d'argent public, escroquerie en bande organisée, complicité d'escroquerie, recel d'abus de biens sociaux, abus de confiance, fraude fiscale, tricherie à l'impôt sur la fortune... N'en jetez plus! Dans cet inventaire qui ne doit rien à Prévert, on retrouve tous les ténors de la bande. Et ce n'est rien de dire qu'ils chantent faux. Wallerand de Saint-Just, Marine et Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch, Louis Aliot, Yann Maréchal font la file devant le cabinet du juge d'instruction et font passer Fillon pour un piètre amateur. Et dire que les déçus de la «ripoublique» vont voter pour ces gens... De Gaulle, reviens! (yk)

Une rencontre avec Lucas Belvaux

« Pas besoin de diaboliser le FN... Il est bien plus violent en vrai ! »

Dans son film « Chez nous », le réalisateur belge Lucas Belvaux dresse le portrait de Pauline, infirmière à domicile dans le Pas-de-Calais, qui petit à petit se laisse séduire par le discours populiste d'un parti d'extrême droite. Ce parti, le Bloc patriotique, est dirigé par une femme blonde au caractère fort qui a pris la suite de son père. Tiens, ça nous rappelle quelque chose...

Propos recueillis par Vinciane Colson
Journaliste et coordinatrice « Libres, ensemble »

Espace de Libertés : Qu'est-ce qui vous a poussé à réaliser un film sur l'extrême droite ?

Lucas Belvaux : C'est un sujet qui nous tarabuste tous. La démocratie est notre bien le plus précieux, elle nous protège, nous donne une liberté de penser et nous permet de vivre à peu près en paix, en résolvant les problèmes par la discussion. L'extrême droite, elle, propose un modèle de société autoritaire. Elle monte un peu partout en Europe, prend le pouvoir parfois, en proposant des solutions qui semblent faciles et évidentes. Or, le monde est compliqué. Donc les solutions simples n'existent pas.

¹ Homme politique français, membre du FN.

Dès la sortie de la bande-annonce en France, le film a été violemment critiqué par des membres du Front

national. Vous avez été surpris par ces attaques ?

Quand Gilbert Collard¹ dit de nous que nous sommes des émules de Goebbels, ce n'est pas un dérapage, il pèse ses mots. C'est une façon de retourner la charge. Ils font ça tout le temps. Comme quand ils mettent Jaurès ou de Gaulle sur leurs affiches alors qu'ils ont tué le premier et ont essayé d'assassiner le second... Il n'y a pas d'échange, ils cognent et puis s'en vont. Et les militants prennent le relais sur les réseaux sociaux. À nous de contre-attaquer par médias interposés, par des débats dans les salles, en montrant le film. Je n'ai cependant pas voulu faire un film anti-FN ou un film militant. Je n'essaie pas de diaboliser mais de dresser un portrait le plus objectif possible du FN aujourd'hui en France. Être objectif,

© Synecdoche/Artémis Productions



c'est être antipopuliste, car dès qu'on les regarde avec un peu de recul, c'est une horreur. Leur vision du monde se construit sur le conflit, la violence, l'autoritarisme et, à terme, sur la guerre. Si on ne croit qu'aux frontières, on ne croit qu'à l'opposition entre pays et entre peuples. Le populisme répond à la mondialisation. Or la mondialisation est aussi une ouverture, une façon de s'enrichir mutuellement. Eux ne sont pas dans cette vision-là. Ils pensent que ce que l'on a, on doit le garder. Ils se sont construits sur la prédateur, le colonialisme, l'idée qu'il y a quelque chose de chez nous, c'est aussi voler ce qu'il y a ailleurs.

Le père de Pauline est un ancien métallurgiste, militant communiste. Rien dans ses racines familiales ne

la pousse à voter extrême droite. Pourquoi est-elle séduite ?

Elle n'est pas séduite uniquement par des arguments idéologiques mais parce qu'elle a envie de s'engager et qu'elle est généreuse. Les dirigeants du parti extrémiste la manipulent. Elle est toute seule, en colère contre son père et contre la souffrance qu'elle voit autour d'elle. Elle a envie de faire quelque chose et que ça aille vite. La grande supercherie du populisme, c'est de faire croire aux gens que les solutions sont simples. Ce sont des idées qui s'expriment très facilement en 140 signes sur Twitter. Les idées démocrates et progressistes, elles, prennent en compte la complexité du monde, elles ont besoin d'explications, de temps. En politique, quand

D'abord comédien, Lucas Belvaux est passé de l'autre côté de la caméra il y a 15 ans.

on veut changer fondamentalement une société, ça peut prendre 10 ans. En attendant, les gens souffrent et les populistes prospèrent sur l'exaspération et l'impatience. C'est plus facile de séduire les électeurs en disant «*demain, ce sera plus facile*» qu'en leur avouant «*ben non, ça va être dur pendant 10 ans*».

Dans le film, Pauline se dit séduite aussi parce que la dirigeante du parti est une femme...

Les femmes sont mises en avant dans les partis populistes pour deux raisons. Tout d'abord notre société porte encore un regard sexiste sur le monde. L'image de la femme reste apaisante, plus maternelle, plus terre-à-terre. Or en politique, que ce soit Thatcher ou d'autres, les exemples nous montrent qu'elles n'ont pas été plus douces. La deuxième raison, c'est un message un peu islamophobe: «*Nous, on met les femmes en avant alors que l'islam, qui est incompatible par définition avec nos valeurs occidentales, ramène la femme à un statut d'objet et pas de sujet pensant.*»

Vous montrez dans le film des personnages très violents, qui vont «casser du migrant» pendant la nuit. La violence est-elle inhérente aux partis extrémistes ?

Ces partis ont besoin d'ennemis, ils sont contre tout: l'immigration, l'Europe, etc. Ils n'ont pas de réelle proposition positive: toujours contre, jamais pour. Ils sont extrêmement manichéens dans leur vision du monde: on est avec

eux ou contre eux. Et si on est contre eux, ça passe par la violence, il n'y a pas de discussion possible. Tant que ça se passe à la télé, ça reste au niveau de la parole. Mais dès qu'on part dans la société, la parole dérape. Et quand on manque de parole pour s'exprimer, on en vient aux mains.

N'y a-t-il pas quand même une forme de racisme ordinaire dans la société ?

Bien sûr, et c'est leur grande victoire. En 30 ans, les populistes ont réussi à libérer la parole, à force de répéter «*on a le courage de dire ce que les gens pensent tout bas*». En temps de paix, il y a une espèce de racisme bon enfant: on fait des blagues, on répond par des blagues et ça n'implique rien d'autre. On va quand même au foot ensemble, on travaille ensemble. Est-ce vraiment du racisme, d'ailleurs? On peut reconnaître la différence de l'autre, en parler et en rire. Ça devient grave quand ce n'est plus de la blague, quand la blague porte quelque chose de violent et qu'on sent que l'autre n'est plus le bienvenu. Les populistes ont apporté ça: le ressentiment et la haine. Mais cette haine peut redescendre et se dissoudre dans la fraternité, le respect de l'autre, dans les rapports quotidiens.

Difficile de ne pas voir les points communs avec le FN et Marine Le Pen. Était-ce indispensable pour que les spectateurs puissent s'identifier, quitte à ce que ça soit caricatural ?

Ce n'est absolument pas caricatural. Je suis très en dessous de la réalité,

je me suis retenu. C'est beaucoup plus violent en vrai. L'exemple de la fille qui se fait agresser par des enfants parce qu'elle arrache des affiches de la candidate populaire, c'est arrivé à une copine qui a arraché des affiches de Marine Le Pen. Ça s'est mal terminé. Même le personnage qui évoque Marine Le Pen, je ne la trouve pas plus caricaturale que Marine Le Pen elle-même. De toute façon, tous les leaders politiques nous montrent d'eux une image fabriquée. Je ne voulais pas me cacher derrière mon petit doigt. Je parle de la situation politique française, en pleine campagne électorale. Donc il fallait dire les choses précisément. Ce qui intéressera – ou qui heurtera –, c'est que ça parle d'aujourd'hui et de gens précis.

Votre film pourrait-il sensibiliser ceux qui seraient tentés par un vote FN en mai prochain ?

Ce que je peux apporter, c'est de la distance et de l'intimité. Les populistes ne s'adressent pas à la tête des gens, à leur réflexion, mais à leur cœur, leurs tripes, leurs peurs. Le cinéma peut faire ça aussi, il peut prendre en compte et raconter cet inconscient. C'est la fonction de la culture depuis qu'elle existe. À travers Antigone, les Grecs racontaient déjà l'intime et le politique, la petite et la grande histoire.

Que le film soit surtout vu par des gens convaincus, c'est probable. Mais c'est la proportion des autres qui est importante. Chabrol disait: «*J'ai l'impression d'avoir réussi un*

film quand un seul spectateur sort de la salle un peu différent de ce qu'il était quand il est entré.» Moi, j'aime-rais que ce soit un peu plus qu'un... Mais un film, ça ne change pas une campagne électorale, je ne suis pas utopiste à ce point. En revanche, à long terme, avec un film plus un livre... la culture peut changer la pensée et les sociétés. Par contre, elle ne protège de rien. C'est comme l'intelligence: on peut être très intelligent et être un fou furieux. Mais sur une longue période, la culture fait bouger les choses.



«*Chez nous*»
De Lucas Belvaux
Avec Émilie Dequenne, André Dussolier et Guillaume Gouix
En salle depuis le 1^{er} mars

À (re)voir

«*Chez nous*: Lucas Belvaux s'engage»: émission télé «Libres, ensemble» de 10 minutes animée par Vinciane Colson

En vidéo sur www.libresensemble.be

Observer, alerter, dénoncer: la prison en sursis?

À l'heure où le progrès, la bonne gestion, la rationalité et l'efficacité sont les maîtres mots des gouvernements, le parc pénitentiaire se déploie mais sans gouvernail. Le jargon managérial qu'on retrouve dans les rapports d'activités de la justice masque mal le non-sens qui prédomine sur le terrain où on semble plutôt aller droit dans les murs qui craquellent de vétusté ou qui s'érigent sans vision.

Par Juliette Béghin
Criminologue et déléguée sociopolitique - Bruxelles Laïque

Face aux multiples promesses gouvernementales de diminution de la population carcérale, seuls les multiples projets de construction de nouvelles prisons restent prioritaires. Or, cette politique ne tient pas compte des études criminologiques et des recommandations des instances internationales (les comités contre la torture et les traitements inhumains et dégradants du Conseil de l'Europe et des Nations unies) qui s'épuisent à rappeler que l'augmentation de la capacité pénitentiaire ne suffira pas à résoudre le problème de la surpopulation carcérale.

Construire de nouvelles prisons, pas une solution !

Le tout récent rapport de l'Observatoire international des prisons (OIP, section belge) ne cache pas son ameretume: «Les mesures visant réellement¹

une diminution de la population carcérale (comme la limitation dans le temps de la détention préventive) n'ont pas vu le jour. Tandis que "les décisions destinées à faire des économies ou des instructions purement sécuritaires" ont été concrétisées, ou vont l'être. Le portefeuille reste la préoccupation principale, et tant pis si ces économies se font sur le dos de justiciables fragilisés.»

Point d'économie pour la construction de nouvelles infrastructures pénitentiaires dont la plupart s'inscrivent dans le cadre de partenariats public-privé. Par exemple, le coût de la construction et de l'exploitation d'un mégacomplexe pénitentiaire pour 1 190 détenu(e)s à Haren est estimé à environ 3 milliards d'euros sur 25 ans. Ce dossier explosif génère de graves manquements à l'intérêt général, dénoncés sans relâche par une pléthore d'acteurs



© Marine Perez

associatifs et citoyens (dont une plate-forme pour sortir du désastre carcéral réunissant plus de vingt associations de secteurs différents²).

Des conditions de détention déplorables

L'OIP dévoile ces politiques iniques qui ont des impacts directs délétères sur les personnes incarcérées et leurs proches. Un des objectifs de l'OIP est en effet de «briser le secret» qui entoure les lieux de détention. Avec comme références les droits de l'homme et le respect de la personne humaine, l'OIP considère que chacun a droit, en tous lieux, à la reconnaissance de sa personnalité juridique

et que nul ne peut être soumis à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. «L'OIP ne peut que déplorer que les constations faites par le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe se répètent de façon presque systématique depuis près de 10 ans maintenant.»

L'OIP scrute tous les aspects de la détention: depuis les conditions d'hygiène, parfois dignes du Moyen Âge, qui prévalent dans les prisons vétustes; jusqu'aux conditions des régimes d'exception (dont les fameuses nouvelles sections pour détenus «terroristes») en passant par le manque d'activités et le travail (décrit par les détenus comme le «néo-esclavagisme»), etc.

Cadre de vie...
(à Alcatraz)

1 Une diminution de la surpopulation est constatée en 2015-2016, due notamment à la création de centres de psychiatrie légale, du rapatriement plus effectif des condamnés sans droit de séjour (selon le ministre).

2 Dont le CAL et Bruxelles Laïque sont membres.

Petites avancées...

Évidemment des améliorations existent. On pense à l'augmentation de la fréquence des visites des familles, l'ouverture à des intervenants extérieurs, le «confort» de certaines nouvelles cellules. De même, certains directeurs/trices plus éclairé(e)s tentent de mettre en place des régimes conformes à l'esprit de la loi pénitentiaire de 2005. Cette loi qui, en 2017, n'est que partiellement appliquée, et ce, essentiellement dans sa dimension sécuritaire (discipline, fouille, régimes et mesures de sécurité particuliers, etc.).



Plateforme pour sortir du désastre carcéral

www.harenunderrest.be

Observatoire de la mégaprison de Bruxelles-Haren

www.harenobserver.net

... et grand léthargie

Par contre, les dispositions visant à limiter les effets préjudiciables de la détention, qui est pourtant au centre de la loi, ont été gardées sous le boisseau (comme la mise en œuvre du plan de détention individuel, l'application de régimes communautaires, la facilitation de l'expression collective des personnes incarcérées, etc.).

La mise en place d'un véritable droit de plainte et d'un mécanisme efficace de contrôle des prisons se fait également attendre. La Belgique n'a toujours pas ratifié le protocole additionnel facultatif à la Convention (appelé OPCAT) dont elle est pourtant signataire. L'objectif de ce protocole est la mise en place d'un mécanisme national de prévention de la torture et nécessite la création d'un organe indépendant de contrôle des lieux privatifs de liberté. La plateforme associative OPCAT belge plaide pour

que soit enfin mis en place cet organe de contrôle et qu'une réelle indépendance entre les fonctions contrôle, de plainte et de médiation soit garantie. Elle regroupe plusieurs associations actives dans le domaine pénitentiaire (Amnesty International, Ligue des droits de l'homme, Défense des enfants international, OIP, Bruxelles laïque, CAL, ACAT).

De manière générale, l'OIP, avec d'autres, «*continuera de dénoncer ce refus du gouvernement de s'attaquer au problème dans sa globalité*». Et s'il est primordial de veiller aux conditions de détention, il est aussi urgent de remettre en question la logique profonde de l'enfermement : punir et soustraire de la société. Car «*l'un des noeuds majeurs de la "question carcérale" se trouve [...] dans la sélection de ceux et celles à qui ce type de châtiment va être imposé. Le fléau de la justice ne frappe pas de manière équitable et suit des logiques singulièrement différenciées selon la classe, le genre ou la race*». Il nous faut donc avec pugnacité contribuer à «*interroger la production et la gestion de l'enfermement, ses dynamiques sociales, judiciaires, économiques, ses logiques institutionnelles mais aussi transnationales*»³.

À (ré)écouter

«Désastre carcéral, comment en sortir?», émission «Libres, ensemble» de 28 minutes, diffusée le 14 mai 2016 et mise en ligne sur www.libresensemble.be

³ «Prison : l'idéologie de l'enfermement», dans *Mouvements des idées et des luttes*, n° 88, 2016.

Tout est politique, la sexualité aussi

En Belgique, l'inégalité entre femmes et hommes, entre filles et garçons, reste la règle dans tous les domaines de la vie : études, finances, professions, reconnaissance sociale, santé, etc. Cette discrimination structurelle généralisée a un impact sur la vie des femmes, jusqu'à mettre en péril leur droit à la santé.

Par Sylvie Lausberg
Directrice «Étude & Stratégie» - CAL

Cette violence institutionnalisée légitime, in fine, la violence physique dont les femmes belges restent victimes, dans tous les milieux et à tous les âges. Et ce constat se répète d'année en année, sans que le véritable enjeu soit nommé : le ventre et le sexe des femmes, insupportablement incontrôlables... Pourtant, grâce aux luttes féministes, l'évolution fut nette au cours du XX^e siècle. En 1900, la loi reconnaissait à la femme mariée le droit à l'épargne, le droit d'obtenir un contrat de travail et d'encaisser elle-même son propre salaire (avec un maximum de 3 000 francs par an). En 1969, interdiction était faite aux employeurs de renvoyer les femmes pour cause de grossesse ou de mariage. Enfin, en 1976, l'égalité des hommes et des femmes dans le mariage est reconnue, y compris les droits de propriété matrimoniale. Les femmes mariées peuvent enfin ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation de leur conjoint.

Au XXI^e siècle cependant, l'homme le plus pauvre de Wallonie est une femme. L'inégalité dans l'emploi comme l'inégalité salariale constituent des constantes objectivées. L'accès aux postes à responsabilité, plus rémunérateurs, reste durablement entravé. Néanmoins, sous la pression, la présence de femmes dans les conseils d'administration des entreprises du BEL20, entre 2011 et 2013, est passée de 11% à près de 20%. Au sein des services publics fédéraux, les femmes ne représentent que 11,6% des directeurs généraux ; leur représentation est meilleure au sein des autorités académiques : 23%. N'empêche, la moitié de la population peine péniblement à obtenir une place sur cinq.

La Belgique à la traîne pour l'obtention des premiers droits civiques

Les libertés civiques, accordées au compte-gouttes, sont d'abord réservées aux femmes «virtueuses». Après

la Première Guerre mondiale, quelques femmes obtinrent le droit de vote: les mères et les veuves de militaires et de civils tués par l'ennemi ainsi que les femmes emprisonnées ou condamnées par l'occupant. En 1920, la loi du 15 avril accordait le droit de vote aux femmes aux élections communales (à l'exception des prostituées et des femmes adultères) mais il faudra attendre 1948¹ pour que le droit de vote leur soit enfin accordé.

En 2003, la loi sur la parité et l'alternance femme/homme sur les listes électorales fait suite à la loi Smets-Tobback de 1994 qui imposait aux partis de réserver 1/3 des places de leurs listes aux femmes à tous les niveaux électoraux. Pourtant, dans les deux derniers gouvernements belges, c'est la bérénina; le gouvernement Di Rupo de 2012 compte seulement 4 femmes ministres et une seule secrétaire d'État sur 18 postes, et celui de Charles Michel, une femme ministre de moins pour un même nombre de portefeuilles... Le pire est le gouvernement wallon, avec une seule femme pour 9 ministères et cela depuis 2007! La Wallonie fait mieux cependant au niveau parlementaire, puisqu'elle compte 26 députées sur 75 (soit 16 % de plus qu'en 2004).

Quant à la liberté sexuelle, la Belgique reste structurellement marquée par une inégalité, même si aujourd'hui personne ne le reconnaît de manière aussi crue. Historiquement, c'est un fait. Le Code pénal de 1867 prévoit un emprisonnement de trois à vingt-quatre mois pour la femme adultère. Mais le mari volage, lui, encourt seulement entre un et douze mois de prison – mais unique-

L'accès à l'IVG est un indicateur du degré de démocratie d'un pays.

ment s'il a fait rentrer sa maîtresse sous le toit conjugal!

Le droit à décider de sa vie... de femme

L'accès à l'IVG est un indicateur du degré de démocratie d'un pays. Alors que l'IVG reste inscrite dans le Code pénal comme un «*délit contre l'ordre des familles et la moralité publique*», les attaques sur l'accès à l'avortement sont aujourd'hui très réelles. Sites internet mensongers, évangélistes en charge d'éducation sexuelle dans les écoles, lignes téléphoniques d'urgence noyautées par des anti-IVG. La liste est longue. Les propositions de loi sur la table de la commission justice qui visent à donner un statut au fœtus et à inscrire dans le Code civil qu'un embryon est un enfant sont là pour nous alerter sur l'imminence du danger.

Ce même Code pénal considère qu'avorter est un délit contre l'ordre des familles et la moralité publique. En 1923, pour combattre les effets du déficit des naissances dû à la guerre, la contraception est purement et simplement interdite. Ce n'est qu'à la suite du tollé provoqué par l'affaire Peers (1973) que cette situation commencera à changer. Il faudra attendre la loi de 1990 pour que le délit soit enfin excusé sous certaines conditions. Mais, il faut souligner avec force que l'avortement reste toujours bien inscrit dans le Code

pénal, comme toute «publicité» sur l'avortement²: un comble.

Politiquement, le tabou reste de mise: il a fallu interpeller durant deux ans la ministre de la Santé pour que le site du SFP Santé publique diffuse enfin une information officielle sur l'IVG. Ce fut chose faite en avril dernier sous l'onglet début et fin de vie... Pas la moindre liste référençant les centres pratiquant l'avortement, mais bien, en résumé, les conditions strictes de la loi, à commencer par l'obligation de proposer toutes les aides pour garder la grossesse pour ensuite donner l'enfant à l'adoption!

Il faut absolument aujourd'hui sortir l'IVG du Code pénal, envisager cette question sous l'angle de la santé des femmes et non plus dans une optique de répression pénale et judiciaire. La culpabilisation des femmes et le déni de

leur autonomie de décision doivent cesser. Il est plus que temps de reprendre les combats pour que les femmes belges soient, enfin, traitées de manière égale-taire, dans tous les domaines de leur vie.

² Article 383-3 du Code pénal.

Les femmes, leur sexe, leur ventre: un contrôle structurel et violent

Tous ces constats ne sont pas nouveaux. Pourquoi les aligner? Comment et pourquoi s'indigner? Parce que cette violence quotidienne, structurelle, qui touche tous les domaines de la vie des femmes ne peut pas être déconnectée de la violence physique et sexuelle subie par la majorité des filles et des femmes dans notre pays. Non, les agresseurs ne sont pas le plus souvent des inconnus qui s'attaquent aux filles dans les rues ou les quartiers. Ce sont des hommes et des garçons qui connaissent leur victime, et qui s'arrogent le droit de la



Journée nationale du droit des femmes au Bangladesh : une lutte sans frontières.



© United Nations

Action des Nations unies contre la violence faite aux femmes. Jusqu'à quand faudra-t-il en faire?

réduire au statut d'objet. Cette instrumentalisation des femmes et de leurs corps se soutient de toutes les autres formes légitimées de discrimination.

Il est grand temps de regarder l'effrayante réalité en face. La société belge est sexiste et se singularise par un taux de viol absolument effrayant: 100 par jour selon la secrétaire d'État à l'Égalité Elke Sleurs³. En Wallonie, près de 28 000 femmes déclarent avoir subi, au cours des douze derniers mois, des violences physiques et/ou sexuelles. Plus de 25 % des coups et blessures volontaires rapportés aux parquets ont lieu au sein du couple. Si toutes les femmes, de tous âges et tous milieux, sont concernées plus d'une femme sur quatre qui passe par un hébergement en maison d'accueil n'a pas 25 ans. Sur l'ensemble du territoire, 60 % des femmes (contre

55 % dans l'UE) disent avoir subi du harcèlement sexuel depuis l'âge de 15 ans. Enfin, phénomène nouveau, chaque année, entre 230 et 300 viols collectifs sont enregistrés en Belgique.

Vous vous en offusquez? Ce n'est pas le cas de tout le monde: selon l'Eurobaromètre de juin 2016⁴, pour 57 % des Belges, l'ivresse, la drogue, une tenue légère, avoir accepté un rendez-vous ou ne pas s'opposer physiquement à l'agresseur constituent des circonstances qui justifient le viol. CQFD. ♀

La culpabilisation des femmes et le déni de leur autonomie de décision doivent cesser.

³ Campagne fédérale Saint-Valentin 2017 #100parjour et chiffres wallons sur www.iweps.be.

⁴ Commission européenne, «Gender-based violence», Special Eurobarometer 449 report, novembre 2016.

Allocation universelle : la précarité contre l'emploi

Le débat public bat son plein depuis quelques années de l'« allocation universelle » et pose une question essentielle : quelle est la place du travail dans notre société ?

Par Mateo Alaluf
Professeur au département des Sciences sociales et Sciences du travail - ULB

L'allocation universelle consiste à verser un revenu fixe et inconditionnel à toute personne, en remplacement partiel ou complet des prestations sociales (revenu d'intégration RIS, allocations de chômage et d'invalidité, pension, allocations familiales...). Cette définition, de prime abord claire, recouvre en réalité autant de dénominations (revenu universel, de base, libér...) et de contenus différents selon ses nombreux partisans, à droite comme à gauche de l'échiquier politique. En conséquence, le revenu universel s'apparente, selon la formule du chroniqueur Arnaud Lepamentier, à la pierre philosophale «qui permet de changer le communisme en ultralibéralisme et de transformer l'ultralibéralisme en communisme». Du coup, nous sommes dispensés de poser les vraies questions – supposées résolues comme par enchantement – par l'allocation universelle: à savoir le statut de cohabitant dans les réglementations du chômage et du revenu d'intégration sociale qui permet l'intrusion dans la vie privée des personnes, l'individualisation des droits qui assurerait l'égalité entre hommes et femmes

en matière de sécurité sociale, le bas niveau des minima sociaux, le blocage des salaires, l'expansion du travail à temps partiel à l'origine de la pauvreté au travail.

Institutionnalisation de la précarité

Cependant, derrière la diversité des formules promues par les défenseurs de l'allocation universelle, on trouve toujours le postulat de la fin du plein emploi. Ainsi, pour Philippe Van Parijs, principal promoteur de l'allocation universelle en Belgique, le plein emploi serait une idée du XX^e siècle. Le XXI^e siècle serait celui de la multiplication du travail atypique, indépendant, et à temps partiel. L'allocation universelle apparaît en conséquence comme l'institutionnalisation de la précarité.

À l'échelle de la société, à moins de supposer l'existence miraculeuse d'une source de richesse, les revenus qui sont distribués proviennent nécessairement du travail collectif. Par conséquent, on ne peut restreindre la sphère de l'éco-

Que resterait-il des protections sociales si l'on devait se résigner à un revenu d'existence en rupture complète avec l'emploi ?



Mateo Alaluf,
«L'Allocation universelle. Nouveau label de précarité», Bruxelles, Couleur Livres, 2014, 88 pages. Prix: 9 euros
Mateo Alaluf, Daniel Zamora, Jean-Marie Harribey et Seth Ackerman, «Contre l'allocation universelle», Lux éditeur, Montréal, 2016, 120 pages. Prix: 10 euros

¹ Robert Castel, « Salariat ou revenu d'existence ? Lecture critique d'André Gorz », mis en ligne le 6 décembre 2013, sur www.laviededesidees.fr.

nomie productive pour subventionner un revenu universel d'un montant élevé puisque ce revenu serait nécessairement prélevé sur celle-ci. En toute hypothèse, une allocation universelle ne peut être que modeste et ne peut donc pas assurer l'indépendance économique des bénéficiaires. Ceux-ci seraient obligés d'accepter un travail à n'importe quel prix pour arrondir leur allocation. Il en résulterait une dégradation du marché du travail et la prolifération de «petits boulot» mal payés à côté d'emplois compétitifs dans le secteur marchand. Le revenu inconditionnel contribuerait ainsi à institutionnaliser, selon les termes de Robert Castel, «*le précaritat*». Une allocation permettrait à l'État, en accord avec la doxa libérale, de se désengager de la politique sociale et d'attribuer aux groupes les plus fragiles, en contrepartie du bénéfice d'un revenu de base modeste, l'entièrre responsabilité de leur sort.

Pourtant le plein emploi n'est rien d'autre qu'une question de répartition. Aujourd'hui, malgré le fait que nous travaillons deux fois moins qu'il y a un siècle, notre pouvoir d'achat a considérablement augmenté et nous vivons mieux et plus

longtemps. Le grand théoricien du plein emploi, John Maynard Keynes, préconisait dans l'entre-deux-guerres le plein emploi pour la fin du siècle (le XX^e) à 15 heures par semaine. Le plein emploi a toujours consisté en la création d'emplois par la réduction du temps de travail.

Contre la protection sociale

Comme lors des révolutions technologiques précédentes, tout permet de penser que la société du futur sera intensive en travail. La transition écologique, les énergies renouvelables, les programmes de transports collectifs, les projets de refondation urbaine et d'assainissement de l'environnement sont porteurs d'emploi. Le plein emploi, pour autant que nous le voulions, peut aller de pair avec une réduction collective du temps de travail pour travailler tous et mieux.

Que resterait-il des protections sociales si l'on devait se résigner à un revenu d'existence en rupture complète avec l'emploi ? Des droits forts sont nés du travail et le marché a été relativement domestiqué. Or, comme le souligne Robert Castel¹, la remise en cause de ces mesures protectrices est précisément au cœur de la question sociale actuelle. Renoncer à mener des luttes sur le front du travail revient à accepter que les entreprises puissent puiser au moindre coût sur un stock de travailleurs potentiels, rémunérés par un revenu de subsistance médiocre et formant une nouvelle armée de réserve.

DANS LA COLLECTION

Liberté j'écris ton nom

PARU EN SEPTEMBRE
À L'OCCASION DE
LA RENTRÉE ACADEMIQUE

VIENT DE PARAÎTRE
À L'OCCASION DE
LA FOIRE DU LIVRE DE BRUXELLES



10€ l'exemplaire

En vente directe au Centre d'Action Laïque, sur commande via la librairie en ligne www.laicite.be/eshop ou par virement au compte du CAL : IBAN BE16 2100 6247 9974 - BIC GEBABBEB, en précisant le titre de l'ouvrage dans la communication (frais de port : 1,89 €) CAL, campus de la Plaine ULB – CP 236, 1050 Bruxelles Contact éditions : 02 627 68 60 – editions@laicite.net



Burundi, janvier 2017. Un certain air de déjà-vu...

22 Malte se met à l'heure humaniste

25 Burundi : les racines de la crise

28 La guerre oubliée du Yémen

Malte se met à l'heure humaniste

Sur cette île minuscule et belle, les valeurs humanistes progressent dans une culture catholique forte.

Par Gabrielle Lefèvre
Journaliste

Présidée depuis 2014 par Marie Louise Coleiro Preca, la République de Malte assume la présidence du Conseil européen de janvier à juin 2017. À l'agenda: la migration, le marché intérieur, la sécurité, l'inclusion sociale, le voisinage de l'Europe et le secteur maritime. L'enjeu: restaurer la confiance en l'Europe. Un programme vaste et délicat dans un contexte troublé par le Brexit et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, l'instauration d'un pouvoir fort et de moins en moins démocratique en Turquie, les relations houleuses avec la Russie et la montée de l'extrême droite dans plusieurs pays de l'Union.

Président de la Fédération humaniste européenne, Pierre Galand a rencontré, le 20 janvier 2017, le Premier ministre Joseph Muscat afin de discuter avec lui des thèmes de cet agenda dans le cadre du dialogue avec les organisations religieuses et non confessionnelles européennes (art. 17 du traité sur le fonctionnement de l'UE).

Catholicité de l'État

Dans ce pays de 421 000 habitants, la religion catholique est, selon la

Constitution, religion officielle de l'État. Le blasphème, ou plus exactement le «*crime contre le sentiment religieux*», y est encore réprimé. Cependant, en 2014, un cours d'éthique pour les élèves qui ne veulent pas suivre le cours de religion a été instauré. La même année, les droits des LGBTQI ont été reconnus. En 2015, le commissaire maltais aux réfugiés a accordé une protection internationale à une personne transgenre.

Helena Dalli, ministre du Dialogue social, que nous avons rencontrée en mai 2016 lors du congrès de la FHE à Malte, soulignait que le divorce n'a été reconnu sur l'île qu'il y a 5 ans seulement. Et que si l'avortement y est toujours interdit, la lutte contre les discriminations progresse. Quant à la politique d'intégration des réfugiés, elle est incluse dans la politique démographique, sociale, éducative, d'emplois, etc. «*Nous voulons avant tout répondre aux besoins des enfants des demandeurs d'asile, les accepter dans les écoles est une priorité*», dit-elle. «*Nous travaillons en dialogue avec la société civile afin de simplifier les procédures administratives, nous établissons des contacts avec les employeurs pour*

© Alexandros Michailidis / SCOC



Dans la très catholique île de Malte, une ouverture vers l'humanisme laïque ?

trouver des emplois temporaires pour les migrants. Nous créons ainsi un forum pour l'intégration où la société civile apporte son expertise et des conseils au gouvernement. De même, une commission indépendante du gouvernement conseille le parlement et vérifie l'application des lois promouvant l'égalité et la lutte contre les discriminations.»

Une politique des petits pas

Lors de sa rencontre avec Pierre Galand, le Premier ministre maltais a souligné les blocages qui persistent sur certaines questions comme la lutte contre les discriminations en Europe, la création d'un mécanisme de surveillance de l'état de la démo-

cratie, des droits humains et de la justice dans les États membres. Pour les sujets délicats que sont l'avortement et l'euthanasie, Malte préfère la politique des petits pas, progressant chaque fois qu'une opportunité se présente mais évite de choquer les convictions religieuses d'une population encore très pratiquante. Quant à l'accueil des réfugiés, le soutien de la société civile est plus que jamais nécessaire.

Rencontre avec des demandeurs d'asile

Une délégation de la FHE, guidée par des membres de la section maltaise des humanistes européens,

avait rencontré quelques réfugiés en majorité somaliens, coincés dans ce paradis pour touristes mais prison pour eux: «*Nous aimons notre pays, nous voulons y rentrer mais, là-bas, j'ai connu 26 ans de guerre, il n'y a pas d'écoles, pas de justice. J'ai 58 ans. Cela fait dix ans que je suis ici. Je voulais demander asile en Suède et je suis bloqué ici, sans travail.*» Un autre: «*Ma demande de statut de réfugié a été rejetée, je ne peux pas travailler, ni recevoir l'aide sociale. Je suis bloqué ici, sans droits.*»¹

Le principal problème est le logement : beaucoup de réfugiés parlent anglais et trouvent de petits boulots, non officiels bien entendu. Mais les propriétaires refusent de leur louer des logements, même en mauvais état. Le centre d'accueil familial est réservé aux familles et il n'y a pas de logements sociaux pour les autres.

Le regroupement familial n'est pas autorisé à Malte et, d'ailleurs, les jeunes réfugiés ont peu de contacts avec leur famille restée là-bas car les communications coûtent cher. Un adulte jouissant d'un statut reconnu reçoit 300 € par mois. Les mères de famille, abritées dans un centre familial, doivent tout assurer pour leurs enfants. Beaucoup ne parlent pas l'anglais, et encore moins le maltais, et n'ont donc aucune chance de trouver du travail.

Un accueil à améliorer

Pourtant, le gouvernement maltais fait de réels efforts pour intégrer les quelque 18 000 réfugiés arrivés sur

Malte évite de choquer les convictions religieuses d'une population encore très pratiquante.

son territoire ces dix dernières années. Avec 17 réfugiés pour 1 000 habitants, Malte offre l'un des taux les plus élevés d'Europe. Le gouvernement avait d'abord mis en place un système de centres de détention mais il a été fortement critiqué par diverses ONG et par les autorités européennes elles-mêmes qui qualifiaient ces conditions d'*«inhumaines et dégradantes»*².

L'évolution de la politique d'accueil est scrutée de près par Dr Neil Falzon, directeur d'Aditus Foundation, une ONG créée en 2011 par de jeunes juristes et avocats qui veulent promouvoir les droits humains à Malte³. «*Le plus gros problème, constate-t-il, est le racisme et la discrimination. Or, les migrants ont beaucoup de difficultés à porter plainte par le biais d'ONG et, par là, d'accéder à la justice. Après une quinzaine d'années de séjour en Europe, le retour vers un pays d'origine comme la Somalie par exemple, est quasi impossible. Ces gens sont intégrés, ils ont une famille, des enfants, des collègues de travail. On devrait leur donner un statut de résident permanent ou même de citoyens du pays d'accueil. Les réfugiés ne sont pas des legos que l'on peut placer et déplacer sur le jeu de la société! Il faut un espace légal et social et éducatif pour les réfugiés qui adhèrent volontairement aux valeurs des droits de l'homme.*»

Burundi : les racines de la crise

C'est ce que l'on appelle une crise de basse intensité. Un génocide au compte-gouttes. Depuis plus de deux ans, le Burundi est prisonnier d'un cercle infernal. Alors que la crise a déjà fait un millier de victimes, que 320 000 réfugiés se pressent dans les pays voisins et que la majeure partie de l'élite burundaise vit en exil au Rwanda ou en Europe, chaque jour apporte son lot de cadavres.

Par Colette Braeckman
Journaliste

Une revanche présidentielle sur l'histoire

Cet espoir s'est brisé lorsqu'en 2015 le président Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat, rappelant qu'à l'occasion du premier, il n'avait pas été élu au suffrage universel, mais désigné au suffrage indirect. Il a fallu un certain temps pour comprendre la véritable motivation de cette violation flagrante des accords d'Arusha. Pour le président, il ne s'agit pas seulement de vouloir s'accrocher au pouvoir et à ses avantages matériels mais aussi de prendre une revanche sur une histoire ancienne et douloureuse.

En effet, le président et ses compagnons sont presque tous d'anciens réfugiés dits de 1972. À cette époque, désireux d'éliminer une élite hutue qui émergeait lentement, les militaires tutsis s'étaient livrés à un «génocide sélectif» : ils avaient systématiquement éli-

1 Selon le règlement Dublin III, le pays dans lequel a été formulée la demande d'asile est celui qui est chargé de son instruction et de la décision finale.

2 Claire Rodier et Catherine Teule, «Enfermement des étrangers : l'Europe sous la menace du syndrome», dans *Culture & Conflits*, n° 57, dossier «L'Europe des camps», pp. 119-155, mis en ligne sur <https://conflits.revues.org>.

3 «New project: judicial training on the rights of asylum-seekers and refugees», mis en ligne le 23 mai 2016, sur <http://aditus.org.mt>.



© Phil Moore/AFP

Pour de nombreux Burundais, l'instabilité politique est source de précarité.

¹ Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie, parti burundais actuellement au pouvoir, présidé par Pierre Nkurunziza

miné les intellectuels hutus, y compris les enfants du secondaire et les élèves de l'académie militaire, afin, disaient-ils, de «gagner une génération». À cette époque, le propre père du président Nkurunziza, un enseignant, fut étranglé avec la cravate qu'il portait pour donner ses cours. Des centaines de milliers de rescapés hutus s'ensuivirent alors vers la Tanzanie et furent installés dans d'immenses camps de réfugiés, où ils ressassaient leurs souvenirs et aiguisaient leur soif de revanche. C'est à la suite des accords d'Arusha que fut entamé le retour de ces réfugiés désireux de retrouver leur maison et leurs terres, ce qui suscita d'innombrables litiges et problèmes fonciers.

Après l'exil, la soif de vengeance

Les éléments les plus radicaux du CNDD¹ sont les héritiers de cette tra-

gédie : ayant grandi en exil, ils estiment que «leur tour est venu», qu'ils ont une revanche à prendre et que les accords d'Arusha (dont le CNDD n'était pas signataire) peuvent être remis en cause. Les démons de la haine ethnique, longtemps conjurés, sont revenus en force. Le pouvoir défie les sanctions de la communauté internationale, refuse le déploiement d'une force de police de 5 000 hommes que les pays voisins voudraient envoyer, et mène une propagande intense auprès des Hutus afin de raviver leur désir de revanche.

En outre, le CNDD s'est entouré d'une milice de jeunes, les *Imbonerakure* («ceux qui voient loin»). Au départ, le président, fervent religieux et champion de football, les présentait comme des équipes de sportifs. Mais, présents dans toutes les provinces, ces jeunes se sont vite révélés être des groupes mili-

Les démons de la haine ethnique, longtemps conjurés, sont revenus en force.

tarisés, sinon fanatisés. Véritable bras armé du pouvoir, ils quadrillent tout le pays, surveillent leurs compatriotes et apportent leur concours aux forces de sécurité. Mais, surtout, chacun sait qu'en cas de malheur (l'assassinat du président par exemple) ils pourraient exercer de terribles représailles sur les Tutsi et sur les «modérés» hutus. Un scénario comparable à celui du Rwanda en 1994...

L'échec des tentatives d'opposition au pouvoir

Que peut faire l'opposition? Une grande partie des leaders exilés a créé en Europe une plate-forme, le Conseil national pour le respect des accords d'Arusha (CNARED). S'y retrouvent d'anciens politiciens, hutus et tutsis, issus des formations signataires des accords d'Arusha, des leaders de la société civile, des représentants de la diaspora. L'unité du CNARED était renforcée par la perspective d'un effondrement rapide du régime et d'un retour au pouvoir des anciens politiciens. Mais au fil des mois, le CNARED s'est fissuré et les ambitions personnelles ont refait surface. Par ailleurs, au printemps 2016, une tentative de putsch militaire a été décapitée. Ce fut l'occasion d'une purge sévère au sein de l'armée, où tous les éléments de l'ancienne armée burundaise sont

aujourd'hui systématiquement mis à l'écart, sinon victimes d'attentats ciblés. Ce fut aussi l'occasion de juguler la presse et de pousser à l'exil les derniers journalistes indépendants restés au pays.

Du côté des voisins, le Rwanda joue la discrétion et la Tanzanie ne se montre guère hostile. Quant au Congo de Joseph Kabila, il ne souhaite pas faire preuve d'ingratitude envers un régime qui, naguère, a laissé le libre passage aux rebelles tutsis du M23... S'ajoutent à cela des considérations économiques, le Burundi étant le lieu de transit obligé de matières premières (or et minerai) du Kivu voisin. Cependant, l'économie burundaise est en totale régression et des poches de famine sont apparues dans certaines provinces.

Mais une autre menace apparaît : tous les regards se tournent désormais vers un «homme fort» qui avait quitté la scène politique bien avant la tragédie actuelle, Hussein Radjabu, ancien compagnon de route du président. Normalement, ce cofondateur du CNDD aurait pu prétendre au poste présidentiel, mais il dut y renoncer à cause de sa confession musulmane.

Passé à l'opposition, celui qui fut le véritable parrain politique de Nkurunziza a lancé un appel à l'insurrection et, jouissant d'un solide crédit aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, il représente à l'heure actuelle le seul véritable danger pour un système qu'il connaît d'autant mieux qu'il a contribué à le créer... ↗

La guerre oubliée du Yémen

La guerre qui a éclaté au Yémen en mars 2015 se déroule dans l'indifférence du monde occidental. En deux ans, plus de 10 000 civils ont été tués, 40 000 blessés, et 20 millions de personnes ont un besoin d'urgence médicale. Mais de quoi le Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète, est-il l'enjeu ?

Par Alice Hermine
Journaliste

Le Yémen est posé tout en bas de la péninsule arabique, face à Djibouti, avec lequel il enserre le détroit de Bab el-Mandeb, l'accès à la mer Rouge. Le pays contemporain naît dans les suites du démantèlement de l'Empire ottoman, avec les accords de Taëf en 1934, et la naissance de l'État indépendant du Yémen du Nord. La partie sud du pays reste un protectorat du Royaume-Uni jusqu'en 1967. Les Britanniques sont présents dans la Péninsule arabique depuis le XIX^e siècle et contrôlent le port d'Aden, un port stratégique sur la route des Indes. Le Yémen du Sud devient ensuite indépendant avec un régime pro soviétique. À la chute de l'URSS, les deux Yémen engagent un processus de réunification, qui aboutit en 1990.

L'échec de la révolution

La vague des printemps arabes de 2011 atteint le Yémen. Peuplé majoritairement de sunnites, le pays est alors dirigé depuis 33 ans d'une main de fer par Ali Abdallah Saleh. Ce dictateur

pro-occidental, faisait face depuis une dizaine d'années à une branche très active d'Al Qaeda et, d'autre part, à une insurrection zaydite, une branche minoritaire de l'islam chiite, active dans le nord-ouest du pays. En 2012, Ali Abdallah Saleh est poussé vers la sortie. Un nouveau président est élu démocratiquement mais très vite, la transition politique s'enlise. En 2014, les rebelles zaydites, appelés aussi houthis, en référence au nom du fondateur du mouvement, s'emparent de la capitale, Sanaa, et ensuite de tout le pays. Les rebelles sont appuyés par leur ancien ennemi, le dictateur Saleh, qui, à plus de 70 ans, rêve de revenir au pouvoir. Le gouvernement démocratiquement élu s'exile à Riyad. On est en mars 2015, l'Arabie saoudite entre en guerre.

La guerre par procuration

Si les Saoudiens interviennent, ce n'est évidemment pas pour sauver l'embryon de démocratie issu du printemps arabe. Riyad entend combattre son

grand rival, l'Iran chiite, qui soutient militairement les rebelles houthis. Il n'est pas question de laisser s'installer à sa frontière une force qui appelle Téhéran à l'aide. L'Iran étend trop son influence au Proche Orient au goût de Riyad, en Syrie avec Bachar al-Assad, au Liban via le Hezbollah et largement en Irak. Les Saoudiens s'inquiètent aussi des conséquences économiques de l'accord américano-iranien sur le programme nucléaire iranien qui se profile et qui va permettre la levée des sanctions contre Téhéran. L'Arabie saoudite va donc prendre la tête d'une coalition militaire composée de pays arabes sunnites avec l'appui matériel des États-Unis, éternels alliés, et de la Grande-Bretagne. Des raids de bombardements intensifs se déversent sur la rébellion houthiste qui recule mais reste malgré tout maître de Sanaa, de

larges régions et d'une grande partie de la côte sur la mer Rouge.

Les bénéficiaires du chaos yéménite

Aden, le port pétrolier stratégique sur la mer Rouge, est finalement repris par la coalition et est à nouveau, peu ou prou, contrôlé par le gouvernement légal. Mais il reste à la merci des attentats de l'AQPA, Al Qaeda dans la Péninsule arabique, et du groupe État islamique, autrement dit Daesh. Ces deux groupes filiaux mais rivaux profitent de la guerre et du chaos pour étendre leur influence. Selon l'International Crisis Group, la branche d'Al Qaeda est plus forte que jamais dans ce pays qui a vu naître le père d'Oussama Ben Laden. C'est aussi dans la rade d'Aden qu'Al Qaeda s'est fait



© Lyle G. Becker/Navy Visual News Service/AFP

L'attentat contre le destroyer USS Cole, en octobre 2000, a révélé au monde l'existence d'Al Qaeda, 1 an avant le 11 septembre.

Le terreau yéménite, constitué d'effondrement de l'État, de sectarisme religieux, d'alliances changeantes et de vide sécuritaire, permet aux djihadistes de prospérer.

connaître au monde en torpillant le destroyer lance-missiles USS Cole en octobre 2000, moins d'un an avant le 11 septembre 2001. Et c'est encore au Yémen que le nouveau président américain Donald Trump a autorisé un raid, fin janvier, contre une position de l'AQPA. Une première opération «trumpienne» qui s'est soldée par la mort d'un soldat américain et d'une trentaine de civils dans la montagne yéménite, dont plusieurs femmes et enfants. Une belle aubaine pour Al Qaeda qui ne cesse d'affirmer qu'il défend «les musulmans contre l'Occident».

Des alliances mouvantes

À l'exception des zaydites, chiites, les rebelles houthis que la coalition menée par l'Arabie saoudite entend combattre, le Yémen est une mosaïque de tribus sunnites. Mais Al Qaeda, l'autre ennemi de Riyad et du pouvoir légal, est aussi sunnite et a pu de ce fait lier des alliances tacites avec des tribus locales, parfois même pour se procurer des armes provenant de la coalition qui les combat! Le terreau yéménite,

constitué d'effondrement de l'État, de sectarisme religieux, d'alliances changeantes et de vide sécuritaire, permet aux djihadistes de prospérer malgré des revers militaires. Plusieurs négociations ont été menées en 2015 et en 2016, sans résultats. Le médiateur de l'ONU est revenu en février dernier à Sanaa pour s'entretenir avec des responsables rebelles et tenter une nouvelle perspective de pourparlers, mais le règlement politique reste très lointain.

20 millions de personnes en danger

Les Nations unies, impuissantes une fois encore, à stopper un conflit, ne peuvent qu'actionner l'alarme d'une situation apocalyptique. Les civils paient le prix fort. Les salaires des fonctionnaires ne sont plus payés dans les zones contrôlées par les rebelles houthis suite au transfert de la Banque centrale à Aden, déclarée «capitale provisoire» par le président Abd Rabbo Mansour Hadi. Les hôpitaux ont été méthodiquement détruits par les bombardements de la coalition saoudienne. Dix mille personnes ont été tuées, dont 20 % sont des enfants. Les orphelins survivent en mendiant dans les rues. Selon l'Unicef, 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. Près de 20 millions de Yéménites sont privés de soins médicaux décents et des cas de famine et de choléra ont été signalés. L'ONU réclame 2 milliards d'euros pour venir en aide aux Yéménites. Sans soutien international, ils risquent d'être menacés par la famine en 2017. 

Le ciel de la capitale yéménite, Sanaa, après un raid de la coalition menée par les Saoudiens, le 22 janvier 2017.



Extrême droite: résistons!



Autriche, Hongrie, Pays-Bas, Allemagne, Grande-Bretagne, France – sans même parler des États-Unis: la droite extrême et décomplexée caracole au sommet des sondages, charriant son flot de pseudovérités populistes auxquelles de larges franges de la population adhèrent. Par dépit ou par facilité, par renoncement ou par méchanceté, qu'importe: le péril brun est de retour et ce n'est pas gagner un «point Godwin» que d'évoquer l'analogie de notre époque avec les années trente. Les ingrédients sont les mêmes: crise économique, chômage de masse, classe politique détachée des réalités, recherche d'un bouc émissaire à rendre responsable de tous les maux. Un terreau fertile pour ceux qui se disent «anti-système», hurlent aux «tous pourris» et crachent des anathèmes qui, pour être sans objet, n'en produisent pas moins des effets. Et il ne faut pas creuser bien loin pour s'apercevoir qu'ils sont tout aussi «pourris» que les autres – si ce n'est davantage.

À travers toute l'Europe, les partis antidémocratiques, racistes, xénophobes et eurosceptiques sont aux portes du pouvoir. Alors que jusqu'ici, on pouvait compter sur un sursaut citoyen, un cordon sanitaire ou un réflexe de protection lié au souvenir de la guerre, aujourd'hui, tout est possible, même le pire. Les exemples de Trump et du Brexit nous le rappellent à suffisance.

Face à une telle menace dont nous ne mesurons pas la puissance de la lame de fond, il n'y a qu'une attitude possible: la résistance. Et pour résister, il convient d'abord de s'informer. C'est la seule prétention des pages qui suivent.

Démocrates de tous les pays, unissez-vous!

Yves Kengen
Directeur de la publication

Qu'est-ce que l'extrême droite?

De la race à la religion en passant par la culture, si le discours de l'extrême droite a évolué, son ennemi n'a pas beaucoup changé.

Par Jérôme Jamin
Professeur de Science politique - Université de Liège

L'extrême droite est une véritable idéologie, elle a son histoire, sa littérature, ses valeurs et ses fondements. Et lorsqu'elle concentre sa doctrine sur le «*peuple pur*», menacé par une «*élite corrompue*», elle emprunte, comme d'autres avant elle, au registre populiste. En revanche, le populisme n'est pas une idéologie, il se greffe sur des idéologies. Il n'a ni héros, ni doctrine, ni théoricien, c'est une rhétorique qui oppose le peuple aux élites et se glisse facilement dans des discours bien plus charpentés, de droite comme de gauche. Le populisme est une vision binaire –simpliste– de la société qui réduit le combat politique et social à seulement deux ennemis.

Le darwinisme social, «preuve» de l'inégalité

L'extrême droite, par contre, part du principe –héritage du fascisme– que les inégalités sont une réalité naturelle, normale voire indispensable, et donc qu'il ne faut surtout pas modifier l'ordre des choses, un ordre hiérarchique où règne la loi du plus fort (darwinisme social). Partant, l'extrême droite adopte une attitude d'hostilité vis-à-vis de certains groupes et de certaines minorités. Ceux-ci sont considérés comme mena-

çants (parce qu'inférieurs) voire dangereux pour l'intégrité du groupe d'accueil (menace du métissage), soit au niveau de la nation et/ou de l'identité, soit sur le plan culturel, soit sur le plan religieux, même si dans ce dernier cas, nous le verrons plus bas, la religion est mobilisée comme un trait culturel de premier plan.

Méfiance et rejet



Jérôme Jamin (dir.), «L'extrême droite en Europe», Bruxelles, Bruylant, 2016, 624 pages.
Prix: 60 euros

L'extrême droite se caractérise par une méfiance forte vis-à-vis d'individus considérés comme culturellement et ethniquement différents et donc inassimilables, notamment en raison de leur détermination par le groupe¹. Cette méfiance implique un rejet plus ou moins violent selon les contextes nationaux et les partis concernés, celui-ci pouvant aller de la simple interpellation au Parlement pour dénoncer «*l'immigration incontrôlée*» au soutien explicite apporté à des milices néonazies chargées de «rétablir l'ordre» dans des quartiers à forte population d'origine immigrée.

Races «inférieures» et cultures «incompatibles»

Dans la pensée d'extrême droite, le poids du groupe sur les individus qui le

¹ Le postulat selon lequel les individus peuvent avoir des parcours personnels et indépendants du groupe est unanimement rejeté à l'extrême droite.



lisée comme une construction sociale dont la richesse et la pureté en font une «*seconde nature*»³, c'est-à-dire une sorte de prolongement quasi physique de l'individu sur lequel il a finalement peu de prise. On constate toujours ici le poids du groupe sur la détermination de l'individu, mais il est cependant conditionné par une culture toute-puissante et non plus par son origine nationale ou raciale.

L'islam, une obsession

À partir des années 2000, et plus particulièrement après les attentats du 11 septembre 2001, le poids du groupe qui détermine les individus et exclut toute forme de liberté (de penser, d'être ou d'action) revient mais cette fois-ci à travers la religion, et singulièrement l'islam. À bien des égards, les arguments passent de la critique de certaines «races» inférieures voire de certaines cultures «incompatibles», à la critique des religions, et par extension de leurs adeptes. La religion musulmane est alors considérée comme un fait culturel «totalitaire» qui interdit au pratiquant de s'adapter aux valeurs et aux principes des démocraties occidentales.

L'extrême droite constate l'inégalité entre les individus, les groupes, les races, les cultures et les religions et postule que c'est une réalité naturelle, donc bonne et utile... Elle considère que l'individu est déterminé par le groupe, et qu'il n'a pas ou peu de libre arbitre, ce qui justifie la loi du plus fort et la hiérarchie qui en découle. De la race à la religion en passant par la culture, si le discours de l'extrême droite a évolué, son ennemi n'a pas beaucoup changé.

² Période de prospérité qui a caractérisé l'Europe occidentale, le Japon et l'Amérique du Nord de 1945 à 1975 environ.

³ Voir le chapitre «Les métamorphoses idéologiques du racisme et la crise de l'antiracisme» dans Pierre-André Taguieff (ed.), *Face au racisme*, tome 2, Paris, La Découverte, 1991, p.13 et sv.

composent est un déterminisme. Il varie d'un discours à l'autre et dans une perspective historique, à l'échelle de l'Europe géographique, on repère des invariants et des similitudes qui permettent de comparer des situations pourtant particulières.

Au début des années quatre-vingt, la force du combat antifasciste et la législation antiraciste naissante incitent de nombreux partis d'extrême droite à la prudence quant à l'usage assumé de discours faisant explicitement référence à l'existence des races et à une hiérarchie entre ces dernières. À l'époque, indiquer qu'un migrant ne veut pas et ne peut pas s'intégrer car son appartenance «raciale» et son origine l'en empêchent ne va pas sans rappeler les discours des années trente et, parfois, le virulent antisémitisme d'État de l'époque. En conséquence, aux discours, aux slogans et aux caricatures racistes qui réapparaissent durant les Trente Glorieuses² va se substituer progressivement un discours sur les cultures en apparence anodin mais pourtant lourd d'un sens très particulier: la culture est mobi-

Les apôtres du simplisme

Pour les générations d'après-guerre, le fascisme et le nazisme ont rempli le rôle de «méchants de l'histoire» car, outre leur dangerosité avérée, leur doctrine de haine reposait sur un nihilisme profond: ordre, pureté et ennemi à combattre. Les démocraties libérales ont donc appris à se méfier de leurs extrêmes droites, en n'hésitant pas à les assimiler à leurs figures de proue du passé, en particulier à Hitler¹.

Par François De Smet
Philosophe et directeur de Myria (Centre fédéral Migration)

La victoire du Brexit, l'élection de Trump et le succès sondagier de Marine Le Pen déstabilisent les démocrates. Ils pensaient en avoir fini avec l'extrême droite. C'est oublier que l'histoire des idées est un éternel balancier qui ne s'arrête jamais. Aucun régime se prétendant stable et définitif n'a réussi à prospérer indéfiniment. Au regard de l'histoire, les 70 années de démocratie que vient de vivre l'Occident sont inédites mais elles nous ont sans doute endormis et placés dans un confort qui, à terme, pourrait nous être fatal.

Un réveil douloureux

La chute de l'URSS a mis fin à un clivage du monde entre deux blocs. Mais cette issue a engendré une ère de désordre et de chaos, au sein de laquelle les replis identitaires ont réinvesti la place qui était la leur avant la guerre froide. Ce chaos politique se double d'une mondialisation économique qui est en décalage avec les promesses du

libéralisme des origines: la circulation libre des capitaux a donné le pouvoir aux actionnaires et aux financiers d'une part, et dépossédé les entrepreneurs et les États, d'autre part. Le mérite n'est plus récompensé, ce qui dirige les gens les plus doués vers des professions financières aussi fortement rémunérées que déconnectées de la réalité et jette les classes laborieuses, dont l'outil de travail disparaît, vers le déclassement et la pauvreté. Et, surtout, le monde n'est plus appréhendable par une grille de lecture univoque. L'impression de chaos pousse les individus à se replier sur eux-mêmes, à considérer l'extérieur comme une menace, et à privilégier les visions du monde axées sur la force, la causalité et le recours aux boucs émissaires. C'est alors que les apôtres du simplisme sont apparus.

Le peuple contre les élites

Jusqu'aux années 2000, les politiciens d'extrême droite étaient des

¹ De Smet, François, *Reductio ad hitlerum*, PUF, Paris, 2014.

L'impression de chaos pousse les individus à privilégier les visions du monde axées sur la force, la causalité et le recours aux boucs émissaires.

marginaux. Leur haine en bandoulière, ils ne se souciaient pas de parvenir au pouvoir. Ils puisaient, parfois sans vergogne, dans les références xénophobes et antisémites des fascistes d'antan. Mais leur irréalisme, ainsi que le souvenir encore vivace de la guerre, les faisait se heurter à un plafond de verre. Un plafond de verre, il faut bien le dire, maintenu aussi à force de discours moralisateurs et de valeurs lénifiantes, répétées tels des mantras (ex: «*Le racisme est un délit*») qui tendent à faire oublier les prémisses dont elles sont issues, et qui a contribué à générer un sentiment d'exaspération dans lequel, tapis dans l'ombre, les apôtres du simplisme ont grandi et attendu patiemment leur revanche. À quoi les reconnaît-on? Ils abhorrent la gauche moralisatrice et les dispositifs antiracistes; ils sont sincèrement convaincus que la société est bâillonnée par un «politiquement correct» qui interdit de ne plus rien dire de dérangeant; ils utilisent l'expression «*pensée unique*» ou «*bobo moralisateur*» toutes les trois phrases; ils sont convaincus qu'une caste politique autoreproductrice se repose sur ses priviléges; ils dénoncent les médias

et leur tendance à ne pas relayer les informations les plus dérangeantes. Ces apôtres ne sont pas nécessairement hostiles à la démocratie, mais ils se réclameront toujours du «peuple», qu'ils invoqueront sans cesse contre «les élites». Et, la fatigue de la démocratie aidant, dans un climat de chaos où les identités vacillent, ils proposent des arguments frappés au coin du bon sens.

Solutions faciles pour situations complexes

Trop de chômage? Stoppons l'immigration (et tant pis si l'Europe est en déclin démographique et que les travailleurs étrangers rapportent plus qu'ils ne coûtent: l'expliquer prendrait plus de 140 signes). Une menace terroriste? Arrêtons d'accueillir des réfugiés (et tant pis si les réfugiés fuient eux-mêmes les mêmes barbares que ceux qui mettent des bombes en Europe, car cela aussi est trop long pour Twitter). Ces apôtres, présents dans des partis d'extrême droite, ou marginalement dans certains partis de gouvernement, engrangeaient depuis longtemps de piétiner devant les portes du pouvoir. Car contrairement à leurs aînés ouvertement fascistes, le pouvoir les intéresse. Ils pensent aisément pouvoir maîtriser les éléments les plus radicaux qui les entourent. Ils pensent sincèrement pouvoir courber la réalité foisonnante et déconcertante de ce monde en quelques mesures simples que personne n'a le courage de prendre à part eux – car, bien entendu, ils sont les seuls clairvoyants et courageux.



Quand le plafond de verre n'est plus

Mais aujourd'hui, ils jubilent car le pouvoir leur tend les bras. Le président des États-Unis est leur plus illustre représentant: lui-même issu de l'élite patrimoniale et financière, Donald Trump est parvenu à faire croire à des millions d'électeurs que la complexité du réel pouvait être repliée en quelques représentations binaires: «eux» contre «nous», l'Amérique contre le reste du monde. Le danger de ces personnages est qu'ils ne sont pas clairement situés de l'autre côté de la ligne qui sépare les démocraties des dictatures: ils semblent respecter le jeu démocratique, arrivent au pouvoir légalement, respectent en apparence le droit. Mais

ils attaquent sans cesse cette ligne, ils dansent sur les démarcations. À chaque occasion, ils testent l'opinion publique, les médias, les adversaires politiques: réagiront-ils? Si oui, drapés dans notre dignité, ils se réclameront du peuple et dénonceront à nouveau le système et le politiquement correct. Si non? Très bien, ils continueront, et verront jusqu'où on les laisse avancer, jusqu'où ils parviendront à formater les esprits. À semer la colère et la haine pour mieux rester au pouvoir. Peut-être même, avant qu'on ne s'aperçoive, à remobiliser les notions d'ami et d'ennemi, voire de pur et d'impur. Voilà comment les apôtres du simplisme balaiennent les lignes, et permettent à ceux qui les entourent ou qui les suivent de constituer des dangers réels.

Populisme, démocratie et citoyenneté

Après l'élection de Donald Trump aux États-Unis – et avant l'élection possible de Marine Le Pen en France –, il y a urgence à repenser les cadres d'analyse de la société et les modes d'action sur la société. Urgence, car il est évident que nous ne vivons pas une « crise » passagère, mais bien un « dérèglement » généralisé qui débouche aujourd'hui sur une mise à l'épreuve de la démocratie elle-même.

Par Édouard Deluelle
Professeur de philosophie politique
et codirecteur de l'unité de recherches « Matérialités de la politique » - ULg
et Jean-Pol Hecq, rédacteur en chef

Le populisme est un discours qui prétend défendre un « nous » (national, ethnique...) contre deux groupes exogènes présentés comme nuisibles mais très différents quant à leur nature: d'une part, les « élites » dirigeantes et intellectuelles, réputées isolées dans leur caisson sensoriel et incapables de comprendre les souffrances du peuple. Et d'autre part les « étrangers », migrants ou immigrés, dont la présence massive constituerait une invasion menaçant l'intégrité du « nous ». De plus, le populisme s'incarne dans une figure charismatique capable de donner corps à cette opposition « nous/eux ». Ce que le leader promet au « nous », c'est la sécurité.

Un sentiment d'« insécurité culturelle »

Or aujourd'hui, les menaces proviennent directement ou indirectement de

la mondialisation. Le populisme est une réponse fantasmagique, mais percutante, à un sentiment d'« insécurité culturelle » face à une globalisation perçue comme chaotique et illisible. La population majoritaire autochtone n'est pas la seule à éprouver cette insécurité. Ceux-là mêmes qui sont leur cible, les minorités « immigrées », se sentent également menacés et même humiliés par les conditions de vie qui leur sont faites et le rejet dont ils sont

On peine encore à voir comment pourraient se constituer un front démocratique solide contre le populisme et le « welfare-chauvinisme ».

l'objet. L'opposition « nous »/« eux » opère donc ici aussi, mais de manière inversée – un « nous musulman » focalisant les rancœurs à l'égard d'une globalisation perçue cette fois comme l'œuvre d'un « Occident » dominateur et décadent. Au populisme des uns répond donc le communautarisme des autres.

Laïcisme et multiculturalisme en opposition

Deux discours dominants mais obsolètes structurent et saturent les débats médiatiques et politiques sur le « vivre ensemble »: le discours « laïciste » et le discours « multiculturaliste ». Le premier se méfie des particularismes





culturels et des appartenances religieuses qu'il voudrait confiner dans la sphère privée. Pour lui, les citoyens sont requis, avant toute appartenance religieuse, d'adhérer au socle de valeurs fondamentales de la démocratie. Conceptuellement, ce modèle remonte à Rousseau qui, dans le *Contrat social*, soutenait que les valeurs civiques devaient être érigées en «*religion civile*» au-dessus des religions particulières – idée reprise par Jules Ferry et les idéologues de la laïcité française. La conséquence pratique est l'interdiction des signes religieux dans la fonction publique et à l'école. Le discours «multiculturaliste», quant à lui, regarde positivement les différences culturelles et religieuses, et plaide en conséquence pour un pluralisme actif et une reconnaissance active des appartenances culturelles par l'État. Le modèle théorique est celui de la *toleration* anglo-saxonne – théorisée par John Locke

dans ses *Lettres sur la tolérance*. La conséquence pratique la plus notable en est l'acceptation des signes religieux dans la fonction publique et à l'école.

En fait, le laïcisme et le multiculturalisme apportent de mauvaises réponses à un vrai problème. C'est que, pour exister comme sujet, pour avoir conscience d'être soi, pour avoir le sentiment d'exister comme personne, tout individu a besoin d'un support d'existence, d'un socle, d'une assise. C'est le paradoxe de toute autonomie: être autonome, c'est être doté de supports sociaux d'existence, être relié, affilié à un réseau de propriétés et de protections à partir duquel je peux «faire société» avec les autres.

Mais à ce vrai problème anthropologique, le laïcisme et le multiculturalisme proposent un seul type de réponse (qui leur est du reste conceptuellement

commun): l'appartenance, l'adhésion, l'identité – pluralité d'appartenances se reconnaissant les unes les autres pour le multiculturalisme, appartenance civique au-dessus des identités particulières pour le laïcisme. Ce faisant, laïcisme et multiculturalisme aggravent un phénomène dénoncé depuis longtemps: la surculturalisation des questions de citoyenneté, qui ne sont plus posées en termes de classes sociales et d'inégalités, mais d'identités et de vivre ensemble.

D'une dimension à l'autre

Pourtant la mondialisation n'est pas seulement le choc de cultures différentes, c'est aussi la mise en concurrence économique d'entreprises, de travailleurs et de territoires. Le défi est précisément d'essayer de comprendre comment ce qui se passe dans une dimension de l'existence produit des effets dans l'autre dimension – comment la marchandisation et la précarisation de la force de travail produisent des effets sur l'identité culturelle des individus, et comment, en retour, nos imaginaires produisent des effets sur la cohésion et la solidarité sociales.

Le fait politique majeur de cette véritable «*dé-démocratisation de la démocratie*», c'est l'effacement progressif du clivage politique entre gauche et droite au profit d'un clivage d'une autre nature, territoriale, entre métropoles et périphéries. Mais comment endiguer cette «*dé-démocratisation de la démocratie*»? Comment éviter la ghettoïsation des immigrés et des pauvres dans les banlieues (en France), les «quartiers» (en Belgique) mais aussi celle des riches

L'enjeu est d'inverser la dynamique négative qui, en attisant la concurrence sociale et économique, provoque le repli identitaire culturel.

qui cultivent leur entre-soi social dans les zones résidentielles ou des quartiers urbains «gentrifiés»? L'enjeu est d'inverser la dynamique négative qui, en attisant la concurrence sociale et économique, provoque le repli identitaire culturel.

Solidarité universelle et citoyenneté sociale

Le noeud du problème se situe dans la crise des solidarités qui affecte très profondément nos sociétés. Car ce n'est pas la «crise» économique qui creuse les inégalités et détruit la solidarité; c'est au contraire l'affaiblissement de la solidarité qui aggrave les inégalités.

Pour considérer l'Autre comme mon égal, et le traiter comme tel, il faut que j'éprouve au préalable à son égard un sentiment de fraternité, de civilité. Le sentiment d'être avec lui dans un monde commun. Pour le dire autrement, il faut que je ressente de façon tangible que mon support d'existence est le même que celui de cet «autrui» qui n'a pourtant ni les mêmes convictions, ni les mêmes origines, ni la même couleur de peau que moi. Contre le «*welfare chauvinisme*¹» de la propagande populiste, qui réduit la solida-

¹ Évolution que l'on observe dans des formations d'extrême droite comme le FN français et qui allie un certain discours social (sécurité sociale, consolidation des services publics, fiscalité...) à des positions radicales de fermeture culturelle, ethnique et nationale.

Le laïcisme et le multiculturalisme apportent de mauvaises réponses à un vrai problème.

rité à l'identité, il faut recomposer un socle de solidarité qui ne soit pas de nature ethnique, identitaire: autrement dit, retrouver le sens de ce qu'est la «citoyenneté sociale».

La citoyenneté sociale se caractérise par un double mouvement de démarchandisation (sur le plan économique) et de désencaissement (sur le plan culturel): démarchandisation puisqu'il s'agit, à travers les prestations de l'État social, de soustraire le socle d'existence des individus aux seules forces du marché en leur garantissant des protections sociales fortes. Désencaissement, puisqu'il s'agit de promouvoir les droits individuels (et au premier chef l'égalité de genre) contre toute forme de clôture communautaire ou de patriarcat. La dialectique entre démarchandisation et désencaissement répond à ce que l'on pourrait appeler «*l'argument du danger de l'excès inverse*»: quand il y a excès de propriété privée (marchandisation), il faut faire valoir les droits de la communauté, de la solidarité et privilégier le réencaissement; quand il y a excès de communauté (encastrement), il faut faire valoir les droits de la singularité, de la propriété (de soi) (*«mon corps m'appartient»*). Un lien psychologique tangible s'établit alors entre l'émancipation individuelle et la transformation de la société, entre le

«bien-être» de chacun et le «meilleur-être» de la collectivité en général.

Il y a donc deux chantiers prioritaires: primo, l'État social doit être repensé sur une base postnationale et postsalariale; secundo, la laïcité doit être repensée en dehors des modèles laïciste et multiculturaliste dont nous avons vu les limites.

La démocratie, c'est le conflit

Concevoir la démocratie comme la recherche du consensus est erroné, car c'est nier le caractère fondamentalement conflictuel du politique. Mais c'est également dangereux politiquement, car cette dénégation ne supprime pas les conflits mais les condamne à opérer souterrainement, puis à ressurgir sous des formes plus violentes et destructrices. Le populisme est en fait la forme que prend le politique quand le conflit démocratique est forclos. Ce n'est pas un hasard s'il progresse partout où il n'y a plus de vrai débat entre projets de société concurrents, où droite et gauche font à peu près la même politique. Les frustrations se déplacent alors contre les étrangers ou les élites. De même avec le terrorisme: à partir du moment où il est impossible de contester politiquement l'hégémonie d'un pouvoir trop bien verrouillé, il ne reste que l'action violente – rendue carrément délirante par la surdétermination religieuse. C'est ainsi que, dans l'esprit de certains, «Occident» et «islam» deviennent des «nous» et des «eux» mutuellement destructeurs et voués à se faire la guerre.

C'est pourquoi l'antidote à la guerre et à la violence n'est pas la paix et le consensus, mais le dissensus² et l'agonisme³ démocratiques qui permettent la mise en forme et redonnent du sens aux passions politiques. Car tel est le paradoxe de toute démocratie: le conflit social, la lutte –voire l'insurrection– sont producteurs de liens, de solidarité et de citoyenneté.

Cependant, un changement de «système» ne vient jamais d'en-haut mais de la pression exercée par les forces populaires – même si, dans le même temps, aucune réforme sociale n'est possible sans une mise en forme politique et juridique par des «cadres» de la société. L'opposition de la Wallonie à la signature du CETA en octobre 2016 a été rendue possible à la fois par la mobilisation de la société civile et la volonté politique d'un gouvernement et d'un Parlement. Aussi limité que fût son impact sur le texte final, cette opposition a montré que «faire de la politique» était encore possible...

Pour faire bouger la société, il faut d'abord qu'elle se bouge elle-même. C'est de qui nous oblige à réinventer les formes du combat politique. Entre les partis traditionnels, obnubilés par l'occupation du pouvoir, et les mouvements spontanés (tels que les Indignés ou Nuit debout) sans stratégies ni objectifs, on peine encore à voir comment pourrait se constituer un front démocratique solide contre le populisme et le «welfare-chauvinisme» actuellement hégémoniques. Ce qui est certain, c'est qu'un tel front démocratique sera post-national (aucune politique ne pourra être pensée à l'avenir



dans le seul cadre de l'État territorial classique) et articulera des luttes hétérogènes les unes aux autres (aucun «grand récit» ne peut intégrer dans une idéologie homogène mouvements sociaux, luttes de genre et combats antiracistes).

Pour sortir de la dialectique négative entre inégalités sociales et tensions identitaires, la perspective doit donc être à la fois citoyenne, sociale et laïque. Autrement dit, pour «sortir du mur», nous aurons besoin, selon la formule d'Antonio Gramsci, de «*pessimisme de l'intelligence*» et «*d'optimisme de la volonté*». 

² Divergence de sentiments, dissentiment

³ Forme de conflit où un groupe cherche à obtenir une position dominante mais en reconnaissant l'existence de l'autre.

Un entretien avec Jos Geysels

«La N-VA n'est pas un Vlaams Belang light»

Il y a 25 ans, le Vlaams Blok était le grand gagnant des élections en Flandre. Face à l'émergence du parti d'extrême droite, le fameux «cordon sanitaire» fut mis au point. L'un de ses initiateurs, l'écologiste Jos Geysels (ex-Agalev) revient sur son origine et son utilité. Aujourd'hui, il juge que le Vlaams Belang n'a pas changé.

Propos recueillis par Pierre Jassogne
Journaliste

Espace de Libertés : Dans quel contexte est né le «cordon sanitaire» ?

Jos Geysels : Avec l'arrivée de l'extrême droite, un texte fut signé par les présidents des partis démocratiques flamands au printemps 1989. À l'époque, le Vlaams Blok n'était pas tellement important au niveau électoral. Notre motivation était assez simple: en démocratie, on peut évidemment discuter, débattre, être d'opinions différentes, mais, en tant que démocrates, il n'y a qu'une seule condition essentielle à sa vitalité, c'est le respect des droits de l'homme et de l'égalité des chances entre les individus, qu'importe leur origine, leur sexe, leur religion... Tous les partis qui ne se retrouvaient pas autour de ces principes étaient «hors jeu» à n'importe quel niveau de pouvoir. C'est tout... Je suis un grand partisan de la liberté d'expression, mais cela ne

signifie pas que vous pouvez tout dire. Nous ne devons pas être tolérants face à l'intolérance.

Et les autres partis ont facilement adhéré à cette déclaration de principes ?

Que ce soit avec les partis traditionnels ou l'ancienne Volksunie, il n'y a pas eu beaucoup de discussions. Même si nous étions adversaires, le Vlaams Blok était notre ennemi. C'est surtout après le *Zwarte Zondag*, lorsque le Vlaams

Le texte de 1989 n'interdisait pas les partis d'extrême droite, ni d'élever une barrière médiatique à leur égard.

Blok a fait une percée spectaculaire aux élections de 1991, qu'il y a une unanimous des partis démocratiques pour maintenir le cordon sanitaire.

Aujourd'hui, une idée comme le cordon sanitaire pourrait-elle voir le jour de la même façon qu'en 1989 ?

Je le crois. Depuis le texte original, il y a eu d'autres résolutions au Parlement flamand en 1991 et 1992, dans lesquelles nous avons réaffirmé les principes du cordon sanitaire face à l'extrême droite. Je continue de croire que cette lutte pour défendre la démocratie a toujours la même vigueur aujourd'hui, même si j'ai vu dans quelques partis, notamment lors des élections communales, cette menace de vouloir rompre le «cordon».

Pourtant, au moment de l'ascension de la N-VA, on a vu des élus du Belang rejoindre les rangs du parti de Bart De Wever...

Oui, c'est un fait, surtout pour des revendications nationalistes. Mais cela ne fait pas de la N-VA un parti extrémiste. C'est à mes yeux un parti démocratique. La N-VA n'est pas un *Vlaams Belang light*. Le croire est un non-sens. Tout comme je ne pense pas que la N-VA osera briser le «cordon sanitaire». Certains membres de la N-VA, je ne le nie pas, ont des déclarations ambiguës. Mais je ne pense pas qu'il y ait encore en Flandre de coalition Vlaams Belang-N-VA. Je le fais depuis au moins 20 ans, mais il est très important de rappeler que le texte de 1989 n'interdisait pas les partis d'extrême droite, ni d'élever une barrière médiatique à leur égard, ni d'empêcher de discuter avec les électeurs des thèmes mis en avant par l'extrême droite. Le texte original appelait seulement à ne pas gouverner avec ces partis. Et jusqu'à ce jour, aucun parti démocratique flamand n'a franchi ce pas.

Avant l'émergence de la N-VA, le Vlaams Belang était à un niveau très élevé, notamment à Anvers avec 33% d'électeurs. Presque aux portes du pouvoir. Dès lors, peut-on dire que le «cordon sanitaire» a été un succès ?

Au fil des ans, plusieurs personnes se sont demandé si ce cordon était une bonne idée, étant donné que le Vlaams





naux, ne voyaient dans le «cordon» qu'une manœuvre tactique pour les partis traditionnels. Cela n'a jamais été le cas. Même si j'ai dû m'en justifier de nombreuses fois. Je continue d'être énervé, même fâché, quand certains ne voient que dans cette volonté de protéger notre vivre ensemble une simple tactique politique. Mais il faut le répéter, c'est nécessaire. Reste que dans le contexte flamand, le «cordon» a atteint son but puisque le Vlaams Blok, puis le Vlaams Belang, ne se sont jamais retrouvés au pouvoir.

Hélas, plus de 25 ans après la mise en place du «cordon sanitaire», le Block/Belang est toujours bien là...

C'est vrai. Certes, il a changé de nom entre-temps, mais c'est toujours le même. Il a dû le faire parce que la justice l'a condamné pour discrimination et racisme. Jusqu'aujourd'hui, rien n'a vraiment évolué à sa tête. Les 70 points du Vlaams Blok¹ n'ont pas été remis en cause par la nouvelle génération. Il est vrai que Tom Van Grieken, le nouveau président du Vlaams Belang, essaie d'arrondir les angles par rapport au passé, mais suite à la visite récente de Filip Dewinter et d'autres membres du Vlaams Belang en Grèce auprès des néonazis d'Aube dorée, je n'ai aucune raison de croire que ce parti ait changé d'un iota.

À côté de la menace du Vlaams Belang en Flandre, on assiste à une recrudescence du populisme, une défiance des citoyens vis-à-vis des politiques à travers l'Europe et dans le monde... Comment analysez-vous cette situation ?

¹ Allusion au programme en 70 points «Pour la solution du problème des étrangers» publié par le Vlaams Block en 1992.

Il y a eu, à la fin des années quatre-vingt, de moins en moins de différences entre les partis. Que ce soit à gauche ou à droite, la même pensée unique régnait. D'où cette défiance. On a vu aussi ces dernières années des positions plus radicales émerger dans la société, ce qui conduit à une crise des partis traditionnels qui n'arrivent pas à rompre avec le passé. Le PS a besoin, par exemple, en Wallonie d'en finir avec certaines habitudes. Cela ne se fait pas encore. Tous les partis traditionnels se retrouvent avec ce genre de problèmes. Ils doivent revenir à leur base et aussi se rajeunir. Pour les populistes, c'est un terrain propice. Mais à mes yeux, cette situation n'a rien d'étonnant. D'autant que les partis classiques ne se rendent pas compte que l'avenir de beaucoup de citoyens est très incertain. On vit dans un pays où 16 % des citoyens vivent dans la pauvreté et plus de 23 % dans la précarité. Et parmi eux, il y a de nombreuses personnes issues de l'immigration. C'est un problème fondamental auquel les politiciens devraient porter plus d'attention.

Au fil des ans, plusieurs personnes se sont demandé si ce cordon était une bonne idée, étant donné que le Vlaams Belang prenait de plus en plus de poids en Flandre.

Dans ce contexte, le «cordon sanitaire» reste plus nécessaire que jamais ?

Oui, il reste tout à fait actuel, en effet. Mais je vois qu'on est de plus en plus tenté d'être souple et flexible pour répondre à telle ou telle stratégie. Au détriment, parfois, de certaines valeurs. Et cela m'inquiète. En politique, il faut penser en stratégiste et agir en tacticien. Je l'ai moi-même fait, mais en préservant toujours la démocratie. On peut perdre les élections mais pas la démocratie.

Perdre la démocratie, c'est un risque possible en Europe ?

Évidemment ! Pour les gens, qu'est-ce que l'Europe ? Je suis fondamentalement pro-européen. Mais défendre cette «monstruosité» telle qu'elle existe aujourd'hui, telle qu'elle fonctionne, c'est très difficile. On doit le faire, mais il faudrait que l'Europe prenne mieux soin de ses citoyens. Les gens aspirent à plus de démocratie. Vous pouvez le voir dans l'opposition actuelle à l'Union européenne. Les citoyens sont en colère... En attendant, les partis traditionnels continuent de penser qu'ils peuvent gagner l'élection avec un budget équilibré et en promettant la croissance à tout prix. Mais c'est un non-sens ! Tant que les partis restent dans leur schéma classique, sans se soucier de certaines réalités, les citoyens cherchent des alternatives. Malheureusement, ils les trouvent de moins à moins dans les partis démocratiques, ce qui fait le jeu des populistes, pas de notre vivre ensemble.

La Wallonie est-elle insoluble dans l'extrême droite?

S'agit-il d'une anomalie sociologique? D'une exception politique? Un contresens historique? La Wallonie présente bien des analogies avec les régions françaises voisines qui se sont précipitées dans les bras du Front national. Pourtant, elle n'a jusqu'ici pas suivi la même dérive. Touchons du bois et tentons de comprendre...

Par Paul Destrée
Journaliste

La question est particulièrement complexe et on nous pardonnera de ne pouvoir ici que l'effleurer. Mais le constat a de quoi laisser perplexe. Malgré une réalité sociale problématique, malgré un redressement économique toujours annoncé mais jamais advenu, malgré des indicateurs sociaux (précarité, chômage, pauvreté, stagnation économique...) bloqués dans la zone rouge, malgré les lenteurs des politiques publiques de relance et la faiblesse chronique des investissements, malgré les scandales qui ternissent régulièrement la réputation de son personnel politique, la Wallonie semble jusqu'à présent échapper à la tentation de l'extrême droite qui, ailleurs en Europe, a plutôt le vent en poupe. Réalité étonnante ou simple vue de l'esprit qui ne résiste pas à l'analyse?

Léon Degrelle et le mouvement Rex

Tout d'abord, il faut pointer le fait que la Wallonie n'a pas toujours échappé à la tentation de l'extrême droite. Elle

y a même plongé à pieds joints dans les années trente, lorsque le Bouillonais Léon Degrelle fonde le parti Rex. D'abord catholiques puis franchement fascistes, les rexistes s'emboîteront ensuite dans la collaboration avec les nazis. À un certain moment (1936), Rex s'offrira en Wallonie des scores électoraux à faire pâlir de désespoir les démocrates impuissants: 29 % en province de Luxembourg, 20,35 % à Namur, 19,36 % à Liège et près de 9 % dans le Hainaut¹. Avec ses nombreuses variantes, Mussolini en Italie, Franco en Espagne, Salazar au Portugal, Antonescu en Roumanie, le militarisme au Japon, le régime autoritaire de Horthy en Hongrie, etc., la marée fasciste semble alors tout submerger sur son passage. Les démocraties parlementaires ne savent plus à quels saints de vouer et, à l'intérieur même des partis démocratiques d'Europe occidentale, nombreux sont ceux qui pensent qu'il serait peut-être bon de faire quelques concessions à l'esprit du temps. En Belgique, des hommes politiques



de premier plan, de gauche comme de droite, se laisseront bercer par le fantasme d'un État fort, où le pouvoir exécutif serait concentré dans les mains du Roi et de ses ministres, et le Parlement non plus élu au suffrage (pas encore vraiment) universel mais composé de représentants des «corporations»...

La Seconde Guerre mondiale mettra un terme à tout cela. Mais ces idées ne disparaîtront pas pour autant et elles continueront à cheminer dans l'esprit d'un certain nombre de personnes qui n'auront de cesse de les remettre au goût du jour. Ou d'y revenir par la

bande comme le fera en France le parti Union et fraternité française (UFF) de Pierre Poujade, dont un certain Jean-Marie Le Pen sera l'un des élus en 1956.

En Wallonie, l'après-guerre se signale par un double mouvement: d'une part, le déclin économique affecte déjà les vieux bassins industriels mais pendant une vingtaine d'années, la reconstruction va masquer cette tendance lourde. On rouvre des puits de mine fermés dans les années trente, les aciéries et les verrières marchent à plein et l'on va chercher sous d'autres cieux la main-d'œuvre qui manque sur place. C'est le début

¹ Francis Balace e.a., *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone*, p. 77, Bruxelles, De Boeck, 1994.

Ces microformations tentent désespérément d'occuper le créneau très étroit du «national-régnalisme» d'extrême droite.

des vagues d'immigration officielles et un modèle wallon multiculturel et multiethnique se met alors en place. Non sans certaines difficultés que le plein emploi du moment réussit à maintenir à un niveau supportable.

Le socialisme, rempart contre tentations extrémistes

D'autre part, au plan politique, l'hégémonie de la gauche (massivement socialiste après la lente décrépitude du Parti communiste jusqu'à sa disparition dans les années quatre-vingt) agit comme un couvercle de casserole. Il offre à la fois protection et espérance mais sa lourdeur et son conservatisme constituent autant de freins sociaux, économiques et politiques. Le fait que la gauche socialiste a pu compter sur un électoralat indéfectible et presque captif dans les bastions industriels du Hainaut et de Liège, notamment, lui a en effet permis très longtemps de faire l'économie de toute véritable remise en question. Mais une grosse partie de l'électoralat populaire pouvait également se retrouver, jusqu'à un certain point, dans le discours «de combat», progressiste, multiculturaliste et laïque du PSB² et, de ce fait, le garder à l'abri de certaines tentations extrémistes. C'est le cas, par exemple, de la

proposition de loi d'Ernest Glinne du 1^{er} septembre 1966 qui tendait à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et qui sera finalement votée à la Chambre quinze ans plus tard³ ou encore la détermination à vouloir appliquer la directive sur le droit de vote aux étrangers issue du traité de Maastricht.

Le flop du FN belge

Les diverses tentatives d'implanter une droite extrémiste néo-fasciste en Wallonie ont jusqu'ici toutes échoué. L'une des alertes les plus sérieuses fut le fait du Front national (belge) qui fera une percée aux élections européennes et communales de 1994 et aux fédérales et régionales de 1995, notamment dans la région du Centre mais également ailleurs en Hainaut. Heureusement, ce ne fut qu'un bref feu de paille: miné par des dissensions internes et des malversations en tout genre, le FN disparaîtra corps et biens. Depuis lors, d'autres essais voient régulièrement le jour, souvent lancés par toujours à peu près les mêmes personnes: WL, FNB, «Wallonie d'abord!», etc., ces microformations tentent désespérément d'occuper le créneau très étroit du «national-régnalisme» d'extrême droite et arrivent parfois à drainer quelques votes de protestation.

Mais la volatilité grandissante de l'électoralat, l'instabilité générale et l'ambiance délétère que nous connaissons aujourd'hui jettent une sérieuse hypothèque sur le futur. Alors, jusqu'à quand durera cette apparente imperméabilité wallonne à l'extrême droite? Bien malin qui pourrait le dire... 

² Parti socialiste de Belgique, ancêtre du PS actuel.

³ Et qui deviendra la loi dite «Moureaux» du 30 juillet 1981.

Un entretien de Zeev Sternhell

«Marine Le Pen n'a rien inventé»

L'historien Zeev Sternhell l'appelle «droite révolutionnaire». Elle a conduit au fascisme français. Elle constitue un fonds de commerce que Marine Le Pen gère mieux que quiconque.

Propos recueillis par Achille Verne
Journaliste

L'échec de Nicolas Sarkozy, le «Penelopégate» et la dégringolade de François Fillon, l'éparpillement de la gauche socialiste... Tout cela conduit les sondeurs à penser que Marine Le Pen sera en tête du premier tour de la présidentielle française le 23 avril prochain. Ce succès annoncé est aussi la résultante d'une entreprise de respecabilisation du Front national. Mais sur le fond, Marine Le Pen ne diffère pas de son père comme le rappelle l'historien israélien Zeev Sternhell.

Espace de Libertés : Zeev Sternhell, vous n'avez pas changé d'avis : Marine Le Pen est l'héritière d'une longue tradition historique, d'une conception de la nation qui s'oppose à celle des Lumières...

Zeev Sternhell : Il est faux de penser que le fascisme et la droite radicale appartiennent à l'histoire française et européenne depuis le tournant du XX^e siècle. En fait, ils constituent une expression extrême de la tradition des anti-Lumières. Elle est

devenue un phénomène de masse à la fin du XIX^e siècle avec le boulangisme et l'affaire Dreyfus. L'antisémitisme qui apparaît alors est marginal. Il se répandra massivement par la suite.

Que veut cette droite ?

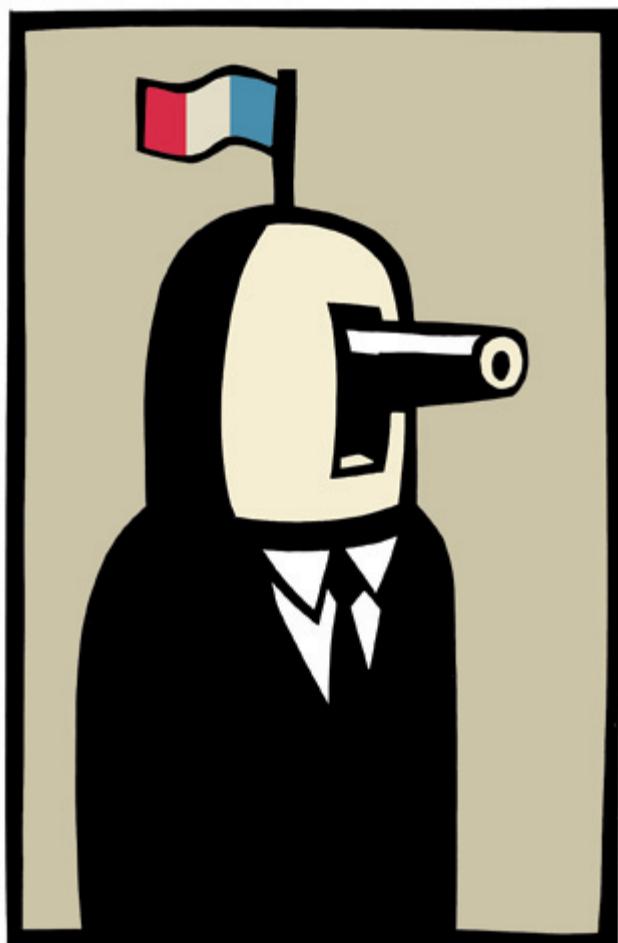
La droite révolutionnaire a appelé le peuple à se dresser contre la démocratie. C'était une première au XIX^e siècle. Sa définition de la nation est culturelle, ethnique, bientôt raciale. En cela, elle s'oppose à l'État-nation qui inclut un ensemble d'individus vivant dans un même cadre territorial et soumis à une même loi, comme l'ont voulu les Lumières au XVIII^e siècle.



À lire

«La droite révolutionnaire, 1885-1914: les origines françaises du fascisme», Paris, Fayard, 2000 (1^{re} éd. 1978, Éditions du Seuil), 436 p.

«Ni droite ni gauche: l'idéologie fasciste en France», Paris, Gallimard, coll. «Folio. Histoire» n° 203, 2013, 4^e éd. (1^{re} éd. 1983, Éditions du Seuil), 1 075 p.



On pourrait voir dans cette conception de la nation un certain romantisme. En réalité, elle va conduire à des atrocités.

Cette conception de la nation permettra en effet la déchéance des Juifs en 1940 au motif que le corps des citoyens n'est pas le corps national. Pour le régime de Vichy, on ne peut devenir partie intégrale de ce corps organique simplement au motif que l'on a un passeport. À la charnière des XIX^e et XX^e siècles déjà, Dreyfus fut considéré par ses

adversaires comme n'appartenant pas à la nation française. Juif, il était étranger à la France. Sous Vichy, contrairement à ce que l'on croit, cette conception de la nation n'a pas été imposée par l'Allemagne. Elle faisait déjà partie intégrale de l'histoire de France. Les lois de Vichy sur le statut des Juifs ont abouti à considérer la Déclaration des droits de l'homme comme morte et enterrée.

Pourtant, beaucoup d'eau a passé sous les ponts depuis...

Oui, mais tout cela est toujours présent et remonte à la surface en période de crise. Le Front national représente toujours la révolte contre la démocratie libérale. Il est dans la continuité des Croix de feu, cette association d'anciens combattants des années 1927 à 1936. Il n'a rien d'un accident. Ce n'est pas la défaite de 1940 qui a créé l'idée que la nation est un corps naturel. Vichy s'en est saisi lorsque l'occasion s'est présentée, avec la volonté de mettre en application des idées qui existaient depuis longtemps.

Aujourd'hui, quelles circonstances expliquent le retour en force de ce nationalisme français ?

La crise européenne, en partie. Bien qu'elle n'ait rien d'un désastre si l'on examine le chômage et l'inflation. On vit bien en Europe occidentale, surtout dans les six pays fondateurs de l'Union européenne. En dépit de cela, la situation en France veut que Marine Le Pen arrive en tête au pre-

mier tour de la présidentielle, même si elle ne gagnera pas le second face à ses adversaires coalisés. Mais ce succès prouvera qu'elle est à la tête du «premier parti ouvrier de France».

Quel crédit accorder à ceux qui affirment que Marine Le Pen est à cent lieues de son père, Jean-Marie ?

Il y a une différence de style entre la fille et le père. Avec elle, le FN est désormais plus au centre de l'échiquier politique. Elle recherche la respectabilité, elle veut mâter l'antisémitisme au sein de son parti. En cela, elle prend ses distances avec son père et sa nostalgie de l'Algérie française, sa négation de l holocauste, son poujadisme. Avec une xénophobie et un racisme moins voyants, le nationalisme du FN est devenu une carte jouable. Mais sur le fond, il n'y a pas de différence entre Marine et Jean-Marie Le Pen.

Les traditionalistes ont participé au succès de François Fillon lors de la primaire de la droite. Jusqu'à quel point sont-ils réceptifs à l'idée de nation telle que défendue par le FN ?

La droite traditionaliste est toujours là. Sans le *Penelopégate*, Fillon aurait joué d'égal à égal avec Marine Le Pen pour la première place. Il reste que la droite traditionaliste apparaît poussiéreuse face à une droite révolutionnaire aujourd'hui forte et puissante. Cette dernière en appelle à toutes ces couches sociales qui se disent délaissées. Elles ont permis le Brexit et l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche. Le Parti socialiste

Avec une xénophobie et un racisme moins voyants, le nationalisme du FN est devenu une carte jouable.

ne peut plus parler en leur nom. Il reste Emmanuel Macron au centre. Mais l'appel de Marine Le Pen est autrement entendu par ceux qui disent que la France leur échappe. Le même sentiment a fait le succès de la droite révolutionnaire au début du XX^e siècle.

À l'échelon mondial, l'élection d'un Donald Trump ne risque-t-elle pas de constituer un formidable amplificateur pour ces idées ?

Ces idées sont partout, elles n'ont jamais disparu. Elles sont là, tout en sourdine. Pendant les Trente Glorieuses¹, lorsque l'économie était en croissance et que l'État-providence assurait son rôle, elles étaient là aussi. Aujourd'hui, elles constituent une force sociale. Elles représentent une continuité et une réalité. Elles ne datent pas d'aujourd'hui ou d'hier. Marine Le Pen n'a rien inventé. Elle a utilisé le vieux fonds de commerce nationaliste. Il était là. Il n'attendait que l'occasion de se réveiller.

¹ De 1945 à 1975.

Le Front national, combien de «divisions»?

Dédiabolisé mais toujours divisé, le FN a propulsé Marine Le Pen au centre de l'élection présidentielle. Au-delà du spectre d'une éventuelle accession au pouvoir, la contamination des idées de l'extrême droite dans la société française est déjà un fait. Au sein de la droite républicaine, certains pourraient être tentés par un alignement, voire un ralliement...

Par Philippe Cohen-Grillet
Journaliste et écrivain¹

Par bonheur, aujourd'hui comme hier, la France compte une pléthore de chapelles d'extrême droite. Ses quatre grands courants –raciste, traditionaliste, souverainiste et poujadiste– se sont déclinés au fil du temps en d'innombrables mouvements, partis ou factions. Citons pêle-mêle boulangistes, liguards, catholiques intégristes, païens, cagoulards, vichystes, collabos d'opportunisme ou de conviction... Cette diversité est une chance car, historiquement, l'extrême droite française a toujours échoué à cause de ses propres divisions. Incapables de s'accorder sur une base doctrinale minimale, ses tenants se sont en effet constamment opposés avec une rare capacité d'autodestruction. Traversé de tensions, de rivalités et d'ambitions personnelles, le Front national manqua d'imploser en 1998 et connut alors une scission. Après une tentative avortée de putsch, le numéro 2 du parti, Bruno Mégret, suivi par une grande partie des cadres, créa le Mouvement national républicain, aujourd'hui disparu et

relégué aux oubliettes des faits divers politiques. Cette tornade qui aurait pu saper les fondements du FN n'empêcha pas son fondateur, Jean-Marie Le Pen, d'accéder au second tour de l'élection présidentielle quatre ans plus tard. En 2002, celui qu'on surnomme «le Menhir» s'imposait au premier tout puis réalisait le plus mauvais score jamais enregistré par un candidat au second tour de la présidentielle. Ce fut son chant du cygne.

Pour l'heure, quelle que soit la configuration et les projections, Marine Le Pen est donnée comme qualifiée au second tour de la présidentielle. Inutile de s'aventurer à jouer les politologues à boule de cristal. Ceux qui s'y sont essayés récemment, sur Trump, le Brexit ou encore Alain Juppé, y ont gagné en ridicule. Avançons toutefois cette certitude: au second tour, Marine Le Pen réaliserait immanquablement un bien meilleur score que celui de son père. Là réside la véritable nouveauté et, partant, le plus grand danger. En

tout cas, cette fois-ci, les dirigeants du FN aspirent à s'emparer du pouvoir et à gouverner. Ce qui n'a pas toujours été le cas, loin de là. Outre cette volonté, et bien que des fractures internes persistent, le péril est de deux ordres: d'une part, l'effet de contamination politique et sociale des idées portées par le FN et, d'autre part, un possible éclatement de la droite républicaine.

La «porno-star» du Menhir contre la «guestapette»

Bien qu'il ait le vent en poupe, le Front national reste divisé. La présidente n'a pas hésité à en éjecter son père *manu militari*, avant que celui-ci ne parvienne à faire valoir en justice ses droits historiques sur la formation et à conserver le titre de «président d'honneur» du parti qu'il a fondé. Rancunier mais réaliste et tacticien, le richissime Jean-Marie a fini par prêter six millions d'euros à sa fille Marine pour l'aider à mener sa campagne. Il est vrai qu'en 2014, pour boucler son budget malgré la répugnance des banques françaises à lui prêter de l'argent frais, le FN avait emprunté la coquette somme de 9 millions d'euros auprès de la First Czech-Russian Bank (FCRB). Mais patatras! Après la faillite de cette banque russe-tchèque, l'Agence d'assurance des dépôts bancaires russes (ASV) s'est mise en tête de réclamer le remboursement de l'emprunt. La situation financière du FN est donc plus que précaire, surtout que Marine Le Pen se voit réclamer par l'organisme européen de lutte contre la fraude (OLAF) une somme rondelette en raison d'une violation des règles d'utilisation des fonds alloués aux parlementaires européens.



La présidente du FN n'est d'ailleurs pas la seule dans ce cas puisqu'une vingtaine d'emplois fictifs d'assistants parlementaires frontistes serait également dans le collimateur du Parlement européen. Le préjudice se monterait à plus de 7,5 millions d'euros. Le FN nie tout en bloc.

Reste que malgré son coup de pouce financier, Jean-Marie Le Pen compte bien continuer à jouer sa petite musique personnelle. Sous l'étiquette du «Comité Jeanne» (en référence,

¹ Dernier ouvrage paru : *Nos années de plomb. Du Caire au Bataclan, autopsie d'un désastre*, Paris, Plein jour, 2016, 234 p.

bien sûr, à sainte Jeanne d'Arc, réquisitionnée comme icône tutélaire de l'extrême droite française), il menace ainsi de présenter une centaine de candidats aux élections législatives qui suivront la présidentielle. Or, scrutin majoritaire, l'élection des députés entrave mécaniquement le FN. Les «Jeannettes» de Jean-Marie compliqueront immanquablement le sort des candidats de la formation dirigée par sa fille.



Le syndrome d'autodestruction a la vie dure

En fait, la violente guerre intrafamiliale des Le Pen est la face visible d'un problème de fond: la coexistence de deux lignes politiques opposées. Florian Phillipot, numéro 2 du FN, est l'artisan de la tactique gagnante de «dédiabolisation» du parti. Mais c'est également lui qui s'est chargé de «tuer le père», c'est-à-dire de se débarrasser

de l'encombrante figure du «Menhir», ancien officier parachutiste durant les guerres d'Indochine et d'Algérie, ancien député poujadiste et cofondateur historique du FN en 1972. En conséquence de quoi, Jean-Marie Le Pen voit une haine inextinguible à celui qu'il qualifie de «*guestandette*», très fraîche allusion à l'orientation sexuelle de l'énarque. Figure montante et désormais incontournable, Marion Maréchal-Le Pen, députée et nièce de Marine, incarne, elle, la ligne dure chère à son grand-père, sans concession, à peine moins antisémite, qui joue avec délices de sa posture diabolisée. La jeune blonde (28 ans) fait un tabac sur ses terres d'élection du Sud-Est. «*Les gens veulent se faire photographier à côté d'elle comme si c'était une porno star*», déplore un cacique régional du parti Les Républicains, constatant une indéniable popularité.

Le vaccin républicain devenu inefficace

De profondes divergences opposent ces deux tendances du FN. Sur le plan économique, le père fustige le «dévoiement étatiste» de sa fille. Autre exemple, Marion Maréchal-Le Pen ne cache pas son opposition à l'avortement, ainsi suggère-t-elle de couper les subventions allouées au planning familial. Ce point est d'importance et illustre l'effet de contamination. Fin janvier, une «marche pour la vie» a rassemblé plus de 20 000 participants à Paris. Aux opposants à l'IVG et autres cathos-tradi, certains membres des Républicains, dont deux proches de François Fillon, ont explicitement signifié leur sympathie envers la manifestation. Le

Historiquement, l'extrême droite française a toujours échoué à cause de ses propres divisions.

candidat Fillon a lui-même été taquiné sur ce thème. Il s'est en outre défini comme «gaulliste et chrétien». Deux convictions fort respectables, même s'il peut paraître surprenant d'arburer la seconde en bandoulière. C'est que la droite ne peut pas faire l'impasse sur le très puissant mouvement issu des manifestations de la Manif pour tous qui rassembleront plus de 1,5 million de personnes dans les rues de Paris contre la loi sur le mariage gay. Nous touchons ici à un électorat qui ne saurait être réduit à l'extrême droite. Bien plus large, il recouvre une autopropagande «majorité silencieuse», plutôt traditionnelle mais pas forcément traditionaliste, qui s'est sentie attaquée dans ses valeurs. L'écho de la Manif pour tous, une gauche en miettes et à genoux, le discrédit d'une classe politique hors-sol, incapable de se renouveler et entachée de scandales et enfin la dédiabolisation réussie, conduisent une partie de la droite à se raidir et à s'alligner dans le sillage du FN.

En clair, la vraie question n'est pas celle de l'accession de l'extrême droite au pouvoir mais les futures alliances qu'elle va pouvoir nouer avec des formations et des élus républicains. Dans les esprits, la contamination idéologique, elle, est déjà acquise et a vaincu le vaccin républicain. *

Les Pays-Bas dans la gueule du populisme islamophobe?

Geert Wilders et Marine Le Pen ont adoré la victoire de Donald Trump aux présidentielles américaines. Officiellement, les deux partis européens ne sont ni racistes, ni homophobes, ni antisémites. En réalité, tous ces mouvements sont fascinés par un nationalisme blanc violent, une forme de gouvernement peu démocratique, une interprétation unilatérale de la laïcité et un rejet extrême de l'islam et des musulmans.

Par Laurent Chambon
Sociologue et politologue, ancien conseiller municipal à Amsterdam
(«Partij van de Arbeid»)

Les partis politiques néerlandais sont assez similaires aux partis belges, surtout flamands. Il n'y a donc pas de surprise majeure quant à leur composition: on y retrouve à peu près tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite, aussi bien laïques que chrétiens, démocrates ou moins. Il y a deux dimensions essentielles à prendre en compte: le degré de laïcité (des partis fondamentalistes de gauche et de droite aux partis laïques assez antireligieux, de droite comme de gauche) et la position socio-économique classique entre égalité et liberté, avec les socialistes, écologistes et travaillistes à gauche et les libéraux, nationalistes et réactionnaires à droite. Quant à savoir comment définir l'extrême droite, il y a deux manières essentielles: celle de la position relative et celle de l'idéologie centrale.

Une définition à deux volets

La première est que le PVV (*Partij voor de Vrijheid* – Parti pour la liberté) de Geert Wilders est le parti le plus à droite de l'échiquier politique parlementaire. De ce point de vue, on peut dire qu'il est d'extrême droite. La deuxième est que l'idéologie centrale du PVV est un mélange de nationalisme et de xénophobie. Pourtant, le PVV est en compétition directe avec le VVD

Le PVV est un organisme étrange avec un seul membre (Geert Wilders) et des élus interchangeables et insignifiants.

(*Volkspartij voor Vrijheid en Democratie* – Parti populaire pour la liberté et la démocratie) du Premier ministre Mark Rutte. Que Geert Wilders soit un ancien député VVD¹ ne devrait pas surprendre grand monde: cela fait longtemps que le VVD est aussi un parti populiste de droite conservatrice, nationaliste et xénophobe, bien loin de ses débuts libéraux. La seule différence vraiment notable est que le VVD est un parti politique au sens classique du terme, avec un directoire, des membres et des élus assez libres, alors que le PVV est un organisme étrange avec un seul membre (Geert Wilders) et des élus interchangeables et insignifiants, parfois criminels ou peu versés en politique.

L'origine ethnique de Geert Wilders (indonésien, néerlandais catholique et néerlandais juif, bien que lui-même agnostique) peut paraître impromptue: les Juifs comme les «Indo's» néer-

landais ont énormément souffert du racisme. Pourtant, il faut comprendre qu'en 70 ans, l'antisémitisme néerlandais a fait place à l'antisémitisme maghrébin, qui sied parfaitement à l'anti-islamisme ambiant. Par ailleurs, les Indo's se sont construits une identité athée/chrétienne contre les musulmans qui les ont chassés et qui sont aujourd'hui au pouvoir en Indonésie. Les Indo's sont très présents au sein de l'extrême droite et des clubs de motards néerlandais. Enfin les catholiques ont été longtemps considérés comme des traîtres papistes et tenus à l'écart du système politique néerlandais, et ont donc aussi une forte culture anti-élitiste.

Nationalisme islamophobe au programme

Pour des non-Néerlandais, le programme du PVV peut apparaître

¹ Jusqu'en 2004 Geert Wilders était élu pour le VVD à la Chambre basse.





dans la fonction publique, enfermement des musulmans radicalisés, etc.). La différence avec le VVD est que le PVV en fait un point essentiel de son programme alors que le VVD insiste sur le libéralisme économique et la liberté d'entreprendre.

Des mœurs très à gauche

Autre source d'étonnement pour les étrangers: les programmes des deux partis restent très à gauche par rapport à leurs homologues occidentaux dès qu'il s'agit des mœurs: il n'y a plus aucun parti aux Pays-Bas qui remette en cause les avancées féministes (avortement et égalité hommes-femmes), LGBT (accès au mariage, double pénalité pour les crimes homophobes) ou la lutte contre l'antisémitisme. Mieux: alors que le VVD a été historiquement au centre de l'émancipation des LGBT avec l'égalité matrimoniale, malgré une extrême droite traditionnellement macho et homophobe, Geert Wilders n'a jamais montré aucune hostilité envers les LGBT. On peut penser que le rôle du très gay Pim Fortuyn (assassiné en 2002) sur l'extrême droite néerlandaise a été très important. Quant aux Juifs néerlandais et l'État d'Israël, les deux partis sont non seulement contre l'antisémitisme mais s'affichent l'un comme l'autre comme des partenaires fiables d'Israël, ce qui n'est pas forcément le cas à l'extrême gauche.

Un électoral fidèle

Mais de toute façon, les programmes des partis n'ont pas vraiment une très grande importance: alors que celui du PVV tient sur une feuille A4², celui du

VVD en fait cent³, et chacun sait que bien peu d'électeurs se font un avis en lisant le programme. Ce n'est en rien une spécialité du PVV et du VVD: la fidélité à un parti est en général assez forte, même en 2017. La question est plutôt de savoir si chaque parti est en état de motiver son électorat à aller voter. Par ailleurs, comme partout, les instituts de sondage ont du mal à évaluer le pourcentage réel du vote pour Wilders: il y a toujours une sous-déclaration et chaque institut a sa petite cuisine pour remonter les scores de l'extrême droite.

La tradition multiséculaire de laïcité aux Pays-Bas (surtout dans l'ouest du pays, la Randstad en particulier) conduit l'État et ses agents à afficher une neutralité bienveillante envers les religions, quitte à tolérer ce qu'on considérerait ailleurs comme des sectes. De ce point de vue, le VVD et le PVV sont pour une laïcité à deux vitesses, avec d'un côté une grande tolérance pour l'athéisme, les différentes formes de christianismes (très divers aux Pays-Bas, des chrétiens sociaux très à gauche aux protestants réformés en voie de talibanisation) et de judaïsme (quelque chose de très nouveau quand on connaît la tragique histoire des Juifs néerlandais), et de l'autre une agressivité extrême envers l'islam et les musulmans.

Le PVV, grande star des forums en ligne

Un élément qu'on retrouve ailleurs, et qui est quasiment institutionnalisé aux Pays-Bas, est la place des commentaires anonymes sur Internet. Le PVV en profite largement, même si le média institutionnel qui en vit,

Le programme du PVV peut apparaître comme bizarre un mélange de thèmes d'extrême gauche et de la droite classique.

Pownews, reste critique envers tout le monde. Dans le monde des trolls, Pownews («parce que c'est possible» est leur devise) est le seul médium à avoir réussi à se servir du système moribond de compartimentage (*verzuiling*) qui continue à financer les services audiovisuels en fonction du nombre d'abonnés. Même si le troll n'est pas exclusivement d'extrême droite, il l'est principalement: cette façon de jouer de façon anonyme sur les fausses nouvelles, les émotions brutes et les complots est une méthode efficace comme on le voit bien avec le rôle de la Russie ou des sites racistes proches de Trump.

Une angoisse toute personnelle est que le PVV participe après mars 2017 à une coalition de droite classique, comme cela avait déjà eu lieu avec Mark Rutte en 2010-2012. Non seulement les Pays-Bas rejoindraient alors d'autres pays occidentaux en mal de nationalisme islamophobe, mais la droite conservatrice –le VVD comme une partie du CDA (*Christen Democratisch Appel* – Appel chrétien-démocrate)– est totalement mûre pour une nouvelle collaboration. Et il suffit de remplacer «musulman» par «juif» pour comprendre à quel point le programme de

³ «Zeker Nederland. VVD verkiezingsprogramma 2017-2021», mis en ligne sur <https://vvd.nl>.

Allemagne: une extrême droite qui se cherche

La nouvelle extrême droite allemande, qui devrait faire une entrée à l'assemblée fédérale (Bundestag) à l'automne 2017, est encore dans sa phase de fondation. Pour accéder au pouvoir, elle veut s'inspirer du FPÖ autrichien.

Par Christophe Bourdoiseau
Correspondant à Cologne

Sans la crise des réfugiés de l'automne 2015, l'Allemagne n'aurait sans doute toujours pas de formation populiste. L'AfD (Alternative pour l'Allemagne), créée en 2013, a été d'abord un parti anti-euro avant de se transformer en parti d'extrême droite lors du «putsch» de juillet 2015, au congrès d'Essen, et la mise au ban des fondateurs et des «experts économiques».

Lors des derniers scrutins régionaux, cette jeune formation a réussi à rassembler les votes protestataires contre la politique humanitaire de la chancelière, jusqu'à vampiriser les électeurs du parti néonazi NPD (Parti national-démocrate d'Allemagne). «*Les arguments de l'AfD ont séduit l'extrême droite déjà existante*», confirme Matthias Micus, politologue à l'Institut de recherches sur la démocratie de Göttingen. Pour la gauche radicale (Die Linke), l'AfD est une sorte de version «light» du NPD.

à peine environ 5 000 membres. Après avoir été éjecté du dernier Parlement régional où il était encore représenté aux élections régionales de 2016, le NPD a échappé de justesse en janvier dernier à une interdiction du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe en raison de son «*insignifiance politique*» et malgré son «*mépris de la dignité humaine et des principes démocratiques de liberté*».

Si l'AfD est souvent comparé au Front national français, les populistes allemands s'en distinguent néanmoins par leur programme économique. Frauke Petry, la présidente de l'AfD prône le libéralisme et estime que le FN est beaucoup trop «socialiste» à son goût. Le coprésident, Jörg Meuthen, a même préconisé en janvier dernier de «*prendre de la distance*» avec les Français en raison des «*tendances protectionnistes*» de Marine Le Pen.

Le «polissage», une inspiration autrichienne

Les Allemands préfèrent prendre en exemple les nationalistes du FPÖ

(Freiheitliche Partei Österreichs) dont Jörg Haider a été longtemps la figure de proue. Bien implantée en Autriche, l'extrême droite autrichienne a une longue expérience de gouvernement. Elle a déjà partagé le pouvoir avec les sociaux-démocrates entre 1983 et 1986 et avec les conservateurs entre 2000 et 2005. Le FPÖ dirige actuellement le gouvernement régional du Burgenland avec les sociaux-démocrates. L'extrême droite autrichienne n'est plus un épouvantail. L'élection présidentielle autrichienne, remportée en décembre par l'ancien écologiste Alexander Van der Bellen, a confirmé l'ancrage du FPÖ dans la société. «*Près d'un électeur sur deux a voté pour ce mouvement anti-européen, pangermanique et xénophobe. C'est énorme*», insiste Frank Decker, politologue à l'université de Bonn. Comme le FN en France, le FPÖ, fondé en 1955, a suivi une stratégie de «polissage» en relativisant ses positions antisémites et xénophobes. Les électeurs n'ont donc plus l'impression de voter pour un parti extrémiste.

Un parti, deux ailes

Les populistes allemands entendent suivre cette même stratégie de «polissage» pour accéder au pouvoir. Mais l'AfD reste encore profondément divisé entre l'aile nationale-conservatrice, incarnée par la présidente Frauke Petry, et l'aile proche des mouvements néonazis, emmenée par Björn Höcke, le chef du parti en Thuringe.

Frauke Petry reste menacée par cette aile «dure». «*Ils sont nom-*



*breux à vouloir se débarrasser d'elle. Je ne crois pas qu'elle survivra aux divisions», insiste Gero Neugebauer, politologue à l'Université Libre de Berlin (FU). Bien qu'elle ait fait elle-même scandale en cautionnant l'utilisation des armes à feu contre les réfugiés aux frontières, Frauke Petry doit régulièrement se démarquer des tirades néonazies de son collègue de Thuringe qui peste contre la «*stratégie de reproduction des Africains*» et contre le «*monument de la honte*» (mémorial de l'Holocauste à Berlin). Le maintien de Björn Höcke au sein du parti, sanctionné en janvier par des «rappels à l'ordre», montre que l'aile néonazie garde une certaine influence.*

Alexander Gauland, président régional d'AfD pour le Brandebourg, ancien membre du Parti chrétien-démocrate (CDU), fait lui aussi partie des détracteurs de Frauke Petry. Contrairement à elle,

L'AfD reste encore profondément divisé entre l'aile nationale-conservatrice et l'aile proche des mouvements néonazis.

Gauland soutient en effet le mouvement protestataire et xénophobe Pegida (Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident), fondé par le repris de justice Lutz Bachmann, condamné à plusieurs années de prison pour cambriolages, coups et blessures, vols et trafic de drogue.

Un programme qui séduit les abstentionnistes et les «citoyens révoltés»

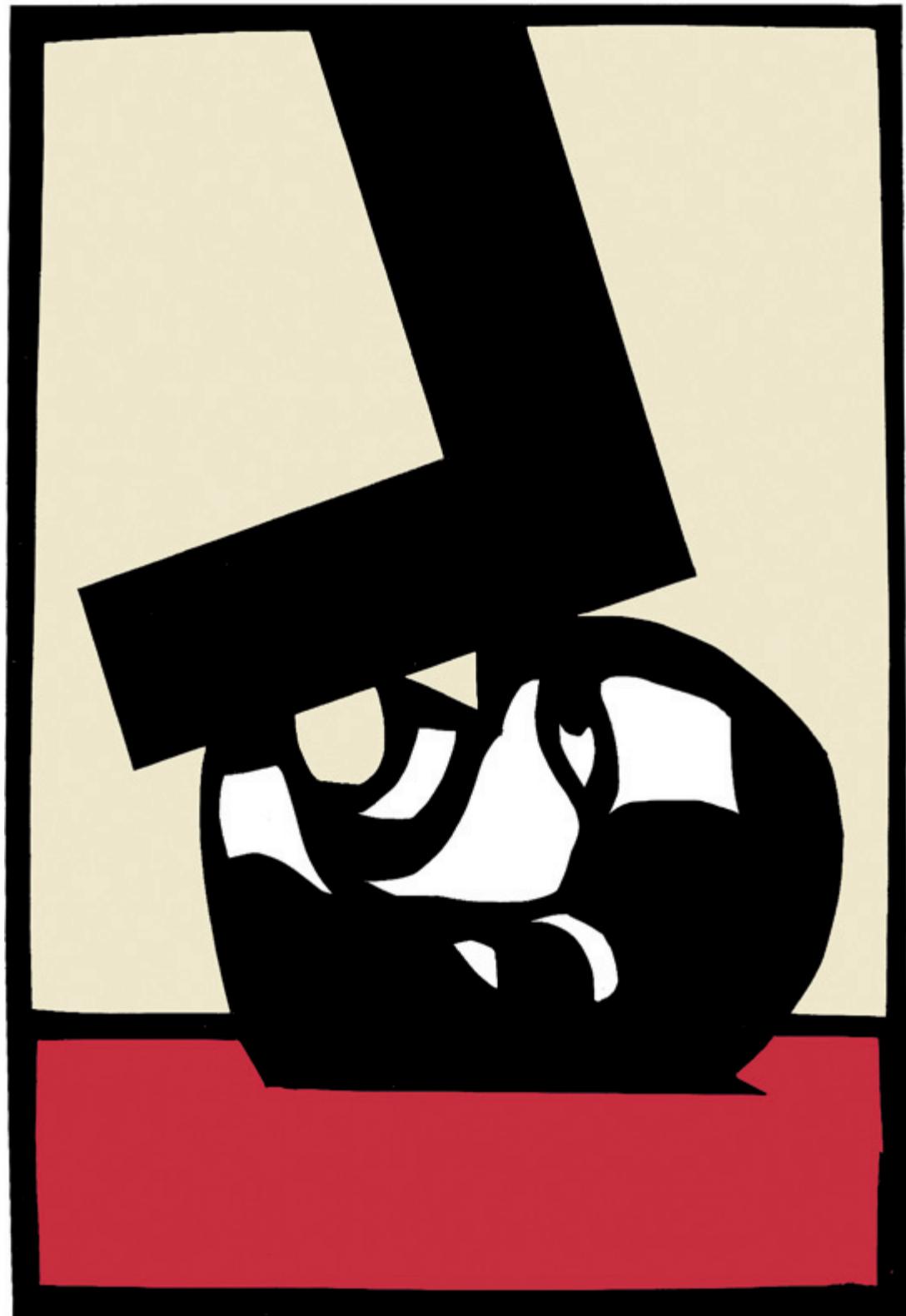
Réduction des pouvoirs «*de Bruxelles*», retour des États souverains, sortie de l'Union européenne (UE), élection directe du président de la République, refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE, adoption du référendum d'initiative populaire sur le modèle suisse (démocratie directe), suppression de la redevance audiovisuelle obligatoire et remise en cause de la théorie d'un réchauffement climatique... L'AfD veut un «*rappart sain au patriotisme*» pour en finir avec

d'immigrés du Moyen-Orient chez nous», répète Alexander Gauland, qui dénonce une «*volonté d'hégémonie*» de la troisième religion du pays.

En remportant plus de 24 % des voix en Saxe-Anhalt en mars 2016, l'AfD a démontré qu'il mobilisait les abstentionnistes et les «*citoyens révoltés*» (*Wutbürger*). En effet, le parti s'est imposé comme deuxième force politique dans cette région de l'ex-RDA en se substituant à la gauche radicale (Die Linke) comme parti protestataire. L'AfD a même devancé les conservateurs (CDU) aux élections de septembre 2016 dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, la propre circonscription d'Angela Merkel. Enfin, en dépassant les 15 % lors du scrutin du Bade-Wurtemberg en mars 2016, l'AfD a démontré qu'il n'est pas un phénomène est-allemand mais un mouvement national. Crédité de 11 à 15 % des intentions de vote, l'AfD s'est déjà substitué aux écologistes comme troisième force politique fédérale.

Frauke Petry table sur une entrée de son parti à l'assemblée fédérale en 2017. Encouragée par les sondages à huit mois des élections, l'AfD pourrait en effet faire sa grande entrée au *Reichstag*¹. Du jamais vu en Allemagne depuis la victoire électorale des nazis en novembre 1932... 

¹ Palais qui abrite le *Bundestag* ou Diète fédérale allemand, l'assemblée parlementaire, NDLR.



Pourquoi débattre en classe ?¹

« Savoir débattre » est une façon pour les élèves de faire l’expérience, en classe et dans l’établissement, d’une parole publique et responsable. Débattre suppose une éthique de la communication sans laquelle on bascule dans la violence physique ou l’injure verbale : débattre est civilisateur.

Par Hélène Eveleigh, professeure de français – Académie de Créteil et Michel Tozzi – Université Montpellier 3

Certaines pédagogies placent le débat au centre du fonctionnement de la classe et de l’établissement : institution d’un conseil régulateur et décideur dans la pédagogie institutionnelle, rôle donné à « l’heure de vie de classe » dans le second degré, assemblées générales dans les établissements expérimentaux. Tout l’art est ici, à travers l’institutionnalisation du débat, de construire une « démocratie scolaire » qui n’est pas encore celle de la Cité mais qui n’est plus celle de « la cité » (le quartier) : on se situe dans une relation éducative où il y a nécessairement asymétrie des âges, des statuts, des compétences et des droits.

Un fondement de la démocratie

Historiquement, la pratique du débat est liée, sur l’agora grecque, à l’émergence de la démocratie. Plus tard, la philosophie des Lumières établira un lien étroit entre la naissance de l’État démocratique moderne et l’existence d’un espace public assurant droit d’expression et confrontation des opinions. Dans le contexte individualiste actuel,

où explosent les incivilités et où des consensus sont toujours à renégocier, l’école [...] se doit de faire du débat une base de l’éducation à la citoyenneté. Car les institutions de « démocratie représentative » comme les délégués [de classe], les conseils de la vie lycéenne, d’établissement, etc., ne prendront sens et vie que par des débats effectifs.

Un objectif d’apprentissage

En France, l’éducation civique juridique et sociale (ECJS) a mis au centre de cet enseignement (qui n’est pas une discipline), la « méthodologie du débat argumenté ». Souvent les enseignants refusent les débats en classe au motif que les élèves « *ne savent pas discuter* ». Et si c’était leur rôle de précisément le leur apprendre ? Et le plus tôt possible, dès l’école primaire ! Car le débat n’est pas seulement une relation de pouvoir partagé, mais une forme élaborée du rapport au savoir.

Ce n’est pas un hasard s’il y a co-naisance en Grèce de la démocratie et de

deux formes occidentales de la rationalité, la science et la philosophie : ce n’est plus désormais l’autorité seule qui fonde une preuve, l’argument fait aussi autorité. Le rapport au savoir en est transformé. Ainsi la philosophie n’a d’actualité que parce que le dialogue réflexif avec soi s’enrichit du débat entre philosophes. Et la science produit des connaissances (relatives) grâce au débat ininterrompu au sein de la communauté internationale des experts. [...] Mais il faut s’entendre ici sur les objectifs poursuivis. Dans l’enseignement général, il ne s’agit pas de préparer de bons vendeurs, publicitaires ou propagandistes (nos nouveaux sophistes) ni de se soumettre sans critique aux usages sociaux, notamment médiatisés, du débat, qu’il faut apprendre à analyser. Pas question non plus de tomber dans les chamailleries du « café du commerce » ou le surf internautique du *chat* superficiel. Il faut au contraire considérer le débat comme un « *travail langagier et conceptuel* » qui vise un rapport non dogmatique au savoir et à la vérité. La classe devient alors « communauté de recherche » et le débat peut ainsi contribuer à la structuration identitaire de l’élève comme sujet. Encore faut-il qu’il y ait effort réel de problématisation, donc recherche d’arguments à propos d’une question qui « fera problème » s’il y a des enjeux pour les participants.

Une méthode d’enseignement

Objectif d’apprentissage, le débat doit aussi être à l’école outil et support d’enseignement. La psychologie sociale et les didacticiens de discipline ont montré l’importance, dans le processus d’apprentissage, de la confrontation des idées entre pairs qui favorise l’évolution des représentations. L’interaction sociale verbale, le « conflit socio-cognitif », la coopération interactive facilitent un rapport constructif au savoir. D'où l'intérêt, dans toutes les disciplines, de « moments » de débats, en groupes ou classe plénière. [...] Encore faut-il, en tant qu’enseignant, apprendre à organiser des débats si l’on ne veut pas que ceux-ci se réduisent à des conversations convenues ou des flots de préjugés déversés dans une plus ou moins joyeuse pagaille.



En Finlande, le débat est la norme dès le plus jeune âge...

¹ Cet article est une version condensée et adaptée de l’éditorial du dossier n° 401 « Débattre en classe » coordonné par Hélène Eveleigh et Michel Tozzi et paru dans les *Cahiers pédagogiques* du CRAP, n° 401, février 2002.

Du neuf du côté de www.laicite.be

Si vous faites partie des visiteurs réguliers de notre site web, cela n'a pas pu vous échapper: www.laicite.be a fait peau neuve. Nouveau design, navigation repensée et contenus mis à jour: tout a été fait pour que le site web du Centre d'Action Laïque reste un point de rendez-vous de référence de la laïcité en Belgique francophone.



Un design étudié pour offrir la meilleure lisibilité

Des textes plus lisibles et une information directement plus accessible, tels étaient deux des principaux objectifs de cette refonte. Grâce à un design épuré et aéré, une police d'écriture plus grande et plus agréable, une arborescence à la fois plus complète et moins complexe, nous pensons pouvoir affirmer que ce pari est réussi. Et ce, quel que soit le support. Ordinateur, téléphone ou tablette, peu importe désormais: le design s'adapte automatiquement à la taille de l'écran, sans sacrifier à la lisibilité. Cette adaptation de l'affichage –ou *responsive design* dans le jargon– était devenue nécessaire, à l'heure où plus d'un Belge sur deux possède un smartphone et où les habitudes de consultation d'Internet ont changé en conséquence.

Une navigation fluide et intuitive

Une attention particulière a été portée à la réorganisation des quelque 400 pages que compte le site

www.laicite.be. Désormais, un seul menu (et non plus deux comme dans la version précédente) vous emmènera où vous le souhaitez, que ce soit pour en savoir plus sur la laïcité, sur le CAL, sur son engagement et son action, pour connaître ses prises de position et son actualité, ou pour découvrir ses publications.

Votre *Espace de libertés* enfin (vraiment) disponible pour une lecture aisée en ligne

La grande nouveauté de ce nouveau site web réside sans aucun doute dans la possibilité de consulter les archives de votre magazine préféré dans un format adapté à la lecture sur écran (le numéro du mois en cours continue, lui, de n'être accessible que dans sa version papier).

Fini les PDF¹, place donc à un véritable «e-magazine»! À l'instar de l'ensemble du site web, vous retrouverez ici un design simple et fonctionnel, agréable à lire et qui vous donnera –c'est notre plus cher souhait– envie de revenir.

Bonne lecture, bonne découverte sur www.laicite.be! (SF)

¹ L'encodage de tous les numéros d'*Espace de libertés* est un travail colossal. Seuls les derniers numéros sont actuellement accessibles dans le nouveau format. L'encodage des archives se fera petit à petit et prendra sans doute quelques mois.

Hommage à Ramon Casha

Ramon Casha, le président de la Maltese Humanist Association (MHA), est décédé inopinément le 23 janvier dernier, à l'âge de 47 ans. Sans jamais se départir de son calme, Ramon a œuvré sans relâche pour ouvrir la société maltaise, corsetée par un lourd passé catholique. Il était ainsi en première ligne du combat qui a permis, en 2011, d'introduire le divorce civil. Jusque-là, en effet, le divorce n'était possible qu'en passant par les tribunaux religieux. Il a également mené la campagne pour l'abolition du blasphème qui a permis de supprimer le délit de « diffamation de la religion ». La MHA a également soutenu les organisations LGBT dans leur combat pour l'égalité qui a conduit en 2014 le Parlement à approuver l'union civile entre personnes de même sexe, qui leur confère les mêmes droits que les personnes mariées, y compris celui d'adopter. Ramon avait également été impliqué dans la campagne qui a permis de légaliser la pilule du lendemain en 2016. Il était aussi actif dans l'aide aux migrants qui échouent à Malte, au propre comme au figuré. Ramon était de tous les combats progressistes, il laissera le souvenir d'un activiste laïque infatigable. Il utilisait la raison et les faits pour remettre en cause un à un les tabous de la société maltaise. C'était une figure largement respectée pour son engagement, et son honnêteté intellectuelle lui valait l'estime de tous, même de ses adversaires. Il laissera au moins deux grands combats inachevés : l'avortement et l'euthanasie. Mais il aura montré la voie et d'autres sont là pour reprendre le flambeau. (PAP)



© Malta humanist association

La DUDH se raconte en BD

Adoptée en 1948 à la suite des atrocités commises lors de la Deuxième Guerre mondiale, la DUDH a encore aujourd'hui valeur de référence internationale fondamentale, bien que son universalité soit parfois remise en question. «La Petite Bédéthèque des savoirs» lui consacre une BD écrite par François De Smet, collaborateur régulier du CAL dont vous avez encore pu lire un article dans le dossier de ce numéro, dessinée et mise en couleur par Thierry Bouüaert.

«*Salut, Terrien anonyme. Laisse-moi me présenter: je suis la Déclaration universelle des droits de l'homme. Autrement dit: ta meilleure amie.*» Outre la rencontre entre un spécialiste et un dessinateur qui fait déjà l'originalité de cette collection que l'on ne présente plus, la particularité de cette BD est qu'elle donne la parole à la DUDH elle-même, lui laissant le soin de raconter ses origines, sa naissance, son cheminement, ses espoirs, ses valeurs et son rôle de «*rempart fragile mais réel contre l'ignorance, la haine, la peur et contre l'oubli de la précarité de toute chose*».(AD)



François De Smet et Thierry Bouüaert, «Les droits de l'homme. Une idéologie moderne», Bruxelles, Le Lombard, coll. «La Petite Bédéthèque des savoirs», 88 pages. Prix: 10 euros



© D.Fouss/Centre belge de la BD



« Swagger » donne vie aux propos et aux rêves de onze collégiens d'Aulnay et de Sevran, cités les plus défavorisées de France.

© Magali Brégard

74 « Swagger » : la banlieue, autrement

76 Colon(ial)oscopie: étude incisive du colon belge au Congo

78 Mauvais élèves

« Swagger » : la banlieue, autrement

Entre réalité, fantasmes et fantaisie, Olivier Babinet fait parler onze enfants du siècle et des banlieues parisiennes dans « Swagger », son nouveau documentaire. Innovant et percutant !

Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

N'y allons pas par quatre chemins : *Swagger* est un magnifique documentaire sur l'adolescence ! Sur une certaine jeunesse d'aujourd'hui. Celle qui vit en banlieue. Celle qui, comme les autres, s'interroge sur le monde qui l'entoure... Il y a Naïla, qui veut devenir architecte, Régis, qui rêve d'être styliste... C'est vrai qu'il en impose, Régis, avec son sourire parfait, son imper et son noeud pap'... Et puis, il y a Paul, toujours en costard-cravate, très fort à la batterie, et qui aime danser.

Avec huit autres de leurs camarades du collège Claude-Debussy à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, Naïla, Régis et Paul forment une sacrée bande. Dès la première image, un parti-pris donne toute sa saveur au film : le réalisateur a choisi de les laisser parler. Autant de témoignages parfois hilarants, parfois bouleversants, comme celui d'Aissatou et son sac à dos rose, qui se sent « comme un fantôme » dans ce collège et, trop émue, n'arrive pas à prononcer son prénom. Bref, c'est avec une grande sincérité que ces gamins de 10 à 16 ans évoquent donc leurs ambitions et leurs rêves. Et

l'on tombe immédiatement sous leur charme. Parce que le film, sans jamais verser dans le règne du Bisounours tout-puissant, dégage un sacré faisceau d'ondes positives.

Des ados tout bonnement épata

C'est d'abord comme professeur, dans le cadre d'ateliers sur le cinéma, qu'Olivier Babinet a débarqué dans des collèges de Seine-Saint-Denis. Il y a rencontré ces adolescents épata, qui lui ont donné l'influx pour mettre les cahiers au feu et le film au milieu. « *On a travaillé pendant deux ans pour des courts-métrages sur divers sujets. Puis, j'ai eu envie de ce long-métrage destiné à leur donner la parole.* » D'emblée, les collégiens n'hésitent pas à parler. Évoquant leurs épreuves familiales et scolaires comme leurs aspirations profondes. « *Ils ont compris que je n'avais aucune intention de les présenter comme des victimes,* » poursuit Babinet.

Du jeune garçon qui assume totalement son côté efféminé à celui qui avoue qu'on « *rate sa vie si on ne parvient pas à tomber amoureux* », tous

s'expriment à cœur ouvert. Parlant de guerre, de racisme, mais aussi de mode et de... Mickey Mouse ! « *Le temps passé à leur expliquer comment on faisait du cinéma leur a permis d'appriover la caméra. Puis de l'oublier quand ils sont devant. On n'était pas loin d'une logique façon Strip-Tease* », insiste-t-il. Tout cela sans oublier, pour faire bonne mesure, quelques séquences « jouées » (« *que l'on a refait plusieurs fois, mais elles sont rares* »). Comme la reconstitution d'une descente de police, où les jeunes restent, malgré les répétitions, d'un naturel inouï.

Entre cool attitude et tête bien pleine

Et c'est là que le casting du film se révèle parfait. Il a en effet permis un fantastique degré d'identification d'où naissent une très forte empathie pour les personnages et une cohérence bluffante de la mise en scène. Pa conséquent, c'est toujours l'émotion qui (nous) gagne. D'autant qu'ici, le sté-

réotype est transcendé par la réalité. Surtout lorsque cette réalité apparaît plus proche que prévu et que la proximité utilise le divertissement pour renforcer la compréhension de cette même réalité. On se surprend alors à retrouver un peu de nous dans la personnalité de ces ados. Bref, leur *swag*, c'est-à-dire leur « *mélange de cool attitude et de tête bien pleine* ».

En fait, *Swagger* agirait un peu comme l'œuvre d'un cousin éloigné de Riad Sattouf. Qui, lui aussi, sait donner une portée simple, universelle et cool, à des contextes pourtant très complexes. Comme l'adolescence dans *Les Beaux Gosses*, ou la vie en Syrie dans *L'Arabe du futur*. Presque aussi forts que ce *Swagger* quand il s'agit de nous faire comprendre que tout n'est ni perdu ni bouché... loin de là. Bilan : le tableau d'ensemble est émouvant, pas bête, plein d'une force vive, joyeuse et contagieuse, aux antipodes du misérabilisme et de la condescendance. Et ça fait un bien fou !



« *Swagger* (verbe) : rouler les mécaniques, parader, plastronner, se pavanner, faire le fier, marcher avec une allure fière. »

Colon(ial)oscopie : étude incisive du colon belge au Congo

Joué au théâtre Marni le mois dernier, «Colon(ial)oscopie» pince comme une piqûre de rappel et déchire avec un sarcasme nécessaire le «glorieux» passé colonial belge au Congo. Un spectacle clownesque de Geneviève Voisin où l'humour noir fait rire jaune jusqu'à faire rougir de honte.

Par Soraya Soussi
Journaliste

Fabiola de Potter Dardois, fille, petite-fille et arrière-petite-fille de colons, entre sur scène. Le personnage caricatural à l'accent belge forcé et clownesque se présente au public. Fervente admiratrice de l'époque coloniale belge au Congo, elle est en charge de la première partie de la conférence organisée par l'Amicale des anciens d'Afrique, en présence de Son Excellence l'Ambassadeur de Belgique à Kinshasa. Paola, fille de Fabiola de Potter Dardois, personnage naïf, crédule et soumis à sa mère, accompagne cette dernière pour assurer un répertoire de chants «exotiques et coloniaux». Le spectacle évolue, soumis à l'influence du vin de palme qui coule sans modération dans le verre de Fabiola de Potter Dardois, et au gré de la relation entre la mère et sa fille. «Le rapport "mère/fille" était une mine d'or pour illustrer le rapport "dominant/dominé" et les rapports "Nord/Sud" actuels.

Il fallait absolument mettre cela en avant et d'un point de vue clownesque, c'était fabuleux à mettre en scène», explique Geneviève Voisin, auteure, interprète, comédienne et metteur en scène de la compagnie Ah Mon Amour.

«Dominer pour servir»

Fabiola de Potter Dardois rend compte de l'*«œuvre civilisatrice coloniale»* avec un savant mélange d'acidité et de nostalgie. Elle rappelle que la richesse belge est fondée sur cette période «glorieuse» d'un Congo belge «construit de toutes pièces». Les anecdotes et les souvenirs s'enchaînent, rythmés par une note idéaliste ancrée et légitimée. Le personnage interpelle Lara dans le public qui «semble outrée» par l'éloge fait aux colons et devient l'outil pour tantôt dédramatiser les abus des colons, tantôt servir de prétexte pour une parenthèse

pédagogique. «*Je me posais des questions sur ce vide, ce silence de la période coloniale belge. C'était comme un sujet tabou et ambigu. On n'aime pas trop le critiquer et on n'en parle pas non plus, ni en société, ni dans les programmes scolaires*», constate Geneviève Voisin.

Conscientiser les Occidentaux que nous sommes

Que ce soit par la richesse culturelle de notre patrimoine ou par notre «petite contribution à la bombe H, en 1945, grâce à l'uranium extrait des sols belgo-congolais», l'histoire du Congo est intimement liée à celle de la Belgique, tant dans sa grandeur que dans sa défaillance. C'est inscrit dans la conscience (ou le subcons-

cient ?) des Belges. «*Un Occidental qui s'exprime à propos d'un Africain peut avoir un ton amer et raciste, malgré lui. Il y a comme un sentiment de supériorité inconscient mais bien présent quand on est Occidental. Ce spectacle me permet de comprendre et d'expliquer l'origine de ces comportements discriminants malgré nous*», explique encore Geneviève Voisin.

Elle ajoute: «*Il faut savoir que les propos et la manière de penser du personnage de Fabiola de Potter Dardois à propos de la période colonialiste est tout à fait authentique. Il n'y a aucune caricature dans ce qu'on transmet avec Colon(ial)oscopie. Tout ce qui est rapporté est vrai.*»

Indépendance manipulée jusqu'à nos jours

Au bout du x^e verre de vin de Palme, Fabiola de Potter Dardois, perd son sang-froid et sa mauvaise foi n'en est qu'agrandie. Elle abuse et maltraite par «la pédagogie active» sa fille, qui se rebelle finalement jusqu'à lui demander l'impossible: la robe rouge, symbole d'indépendance et d'émancipation. Paola l'obtient par un chantage affectif. Elle se change, enlève ses habits de «boy nègre» et revient sur scène telle une jeune fille prête à s'émanciper et jouir de sa liberté.

Devant ce merveilleux spectacle, la Belgique se contentera de vendre sa fille à Son Insuffisance l'Ambassadeur et continuer de jouir des bienfaits de cet enfant façonné par ses intérêts économiques.



© Cie Ah mon Amour !

«Moi monsieur, j'ai eu la belle vie, au temps béni des colonies.» Michel Sardou, *Le temps des colonies* (1976)



«Colon(ial)oscopie»
De Geneviève
Voisin
Par la compagnie
Ah mon Amour!

En partenariat avec
la Coopération pour
l'éducation et la
culture

Le 16 mars à Laï-
cité Brabant wallon
(scolaire)

Le 9 mai au centre
culturel de Cha-
pelle-lez-Herlaimont
www.cie-ahmonamour.com

Mauvais élèves

À Liège, «Être jeune et citoyen en 2017» propose, à travers deux expositions interactives, d'explorer la notion de démocratie et d'esprit critique. Mauvais élèves, on compte sur vous !

Par Julie Luong
Journaliste

Un mercredi matin, à 9 heures. Au quatrième étage de la tour vitrée de l'Espace Wallonie, des élèves de quatrième secondaire technique et professionnelle d'une école liégeoise se dispersent par groupe de deux, questionnaire à la main. Proposée par le musée BELvue, musée de la Belgique et de son histoire, et présentée pour la première fois en 2012 à Bruxelles, «La fabrique de la démocratie» est construite autour d'une cinquantaine de bornes interactives qui invitent les jeunes à donner leur avis et à confronter leurs opinions. Identité, diversité, droits humains et libertés : les thèmes abordés, nous avertit le dossier pédagogique, susciteront peut-être en aval quelques débats animés.

À l'entrée, un premier «vrai ou faux» capte l'attention. «Pour faire partie de l'équipe des Diables rouges, il faut être Belge.» Vrai, mon capitaine ! «Tous les oiseaux pondent des œufs» : c'est faux, et l'on s'y trompe aussi. Seules les femelles, nous rappelle-t-on, ont cet insigne honneur. Un peu plus loin, un panneau propose au visiteur de comparer sa couleur de peau à une

dizaine d'échantillons, du plus clair au plus foncé. Le clapet soulevé, on s'aperçoit que les différentes pastilles appartiennent à la même photographie représentant un torse d'homme. Jeu d'ombre et de lumière sur un corps métissé. Plus loin, l'activité consiste à placer des poids sur une balance : d'un côté les faits, de l'autre les préjugés. Deux jeunes garçons posent «Le prof peut se tromper» dans le plateau des préjugés. Simple erreur de lecture ? Ou désir de flatter Maître Corbeau ?

Cesser d'être un «bon élève»

Pour devenir un bon citoyen, il faut d'abord cesser d'être un bon élève, au sens où l'on parle de «bon patient» pour évoquer ce désir que nous avons de nous conformer aux attentes de la hiérarchie médicale, en manifestant les symptômes typiques, les névroses attendues, les effets secondaires documentés. On emporte cette hypothèse vers un autre groupe d'élèves s'adonnant à «L'expérience critique»¹. L'introduction est consacrée aux «biais cognitifs». La Maison aux Escaliers d'Escher, les *rotating snakes* qui font

bouger l'image : les illusions d'optique défilent sur l'écran. Voici le train qui semble arriver ou partir, la danseuse qui tourne dans un sens ou dans l'autre, selon les caprices cérébraux de celui qui regarde. Car si nous nous illusionnons, c'est chacun à sa manière.

Ainsi mis en garde quant aux sens trompeurs chers à Descartes, on se dirige vers les quatre zones thématiques : l'éducation, les médias, la consommation et la politique. «L'éducation, c'est s'éduquer à la vie», explique un participant. «C'est forger son caractère», lance un autre. Devenir un mauvais élève, disait-on. De l'accès à l'information aux régimes dictatoriaux, il n'y a qu'un pas qu'on franchit tout droit en direction de la Corée du Nord, dont tous ont entendu parler. Silence radio, en revanche, sur les pays pour

lesquels la question se pose de manière moins spectaculaire mais lancinante.

Descendus d'un cran à l'étage du pouvoir, les élèves s'animent. «Les politiciens, ils sont corrompus. Quand on les voit, ils sont toujours derrière leur PC à ne rien faire, tout ça pour toucher une grosse pension alors que nous on est là, avec notre pension à 700 euros», explique un jeune garçon – très loin de la pension – avec un sourire désarmant. L'animatrice réplique que, tout de même, ces gens ont «souvent fait de grandes études». Mais dans notre cer-

veau plein de biais cognitifs traînent ce matin-là les premiers décrets signés par Trump et les chiffres de l'affaire Publifin. Le diplôme, on le sait, n'est pas la question. La question est celle de la santé démocratique dont, comme de nos sens, il faudra bien commencer par douter. Méthodiquement. 

«Être jeune et citoyen en 2017»

Deux expositions à découvrir à l'Espace Wallonie à Liège
Jusqu'au 24 mars :

«La fabrique de la démocratie»
«Croque-moi un droit de l'homme»

www.expositions-wallonie.be/liege/etre-jeune
«La fabrique de la démocratie»

Également visible au musée BELvue à Bruxelles
Jusqu'au 2 juin
www.belvue.be

Entrée gratuite



© BELvue/Frank Toussaint

En tandem, confronter ses idées, ses doutes, ses préjugés, donner son avis, le remettre en question et se forger une opinion personnelle.

¹ Cette expo itinérante du CAL de la Province de Liège a fermé ses portes à l'Espace Wallonie le 24 février mais pour suivre sa route, NDLR. Infos : www.calliege.be.

Boys, don't cry !

Par Milady Renoir
Ecrivaine

Avant hier, par hasard, je m'assis à côté d'un garçon bien-sous-tous-rapports-drôle-intelligible-sensible-aux-grandes-causes. Il est dans le théâtre-action, «*dans l'action du théâtre*». Bons points sur mon permis d'être séduite. Nous filons manger dans un restaurant social qu'il fréquente souvent. La dame de la cantine cumule les mandats. Femme. Noire. Voilée. Grosse. (La hiérarchie sensationnaliste varie selon la saison et l'enfumage politique #IntersectionnalitéMonAmour¹). Autour de nous, des ouvriers, des errant.e.s, deux chiens dans un caddie. La dame de la cantine ? Le garçon sensible –de plus en plus sexué– l'a connue quand elle était «*bénéficiaire*» ici. «*Une femme battue !*» Il évoque son récit. (qu'il tient d'elle ou...?) avec une sorte de légèreté. Une distance pudique ? Oh «*ici*» (cf. resto social), c'est «*tous les jours un scénario des Dardenne*». Oh l'humour qui va vite, trop vite.

Et la sentence arrive: «*La violence faites aux femmes, c'est grave hein mais y a aussi des hommes battus... ça, on en parle pas assez souvent.*» L'image d'un petit panneau de jurée de patinage artistique sur lequel est écrit «*Selon des chiffres du Conseil de l'Europe, la proportion de femmes ayant subi des violences entre partenaires (en ce compris le harcèlement) atteindrait les 45 %, soit environ 76 millions de femmes en Europe*» que j'enfonce profondément dans son gosier jaillit dans mon sursaut. A-t-il vécu des violences ? «*Oui, hein, de nombreuses femmes m'ont quitté !*» Il rit, malgré «tout». S'ensuit un gruau logorrhéique porté par l'enthousiasme de l'intérêt que je lui ai porté peu avant. C'est son moment de gloire, convaincre une féministe, une grande gueule, pire une misandrie² ?

1 Sonya Faure, «Intersectionnalité [nom]: concept visant à révéler la pluralité des discriminations de classe, de sexe et de race», mis en ligne le 2 juillet 2015, sur www.libération.fr.

2 Alda Marteau-Hardi, «Une comparaison entre misandrie et misogynie», mis en ligne le 169 juin 2013, sur www.aldarone.fr.

Lectures recommandées vers une déconstruction recommandable:
Plateforme féministe: lesglorieuses.fr
Afro-féminisme: <https://equimauves.wordpress.com>

Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

Funérailles civiles

de toutes classes et crémation

Chaussée d'Alsemberg 19 - 1060 Bruxelles

Tél. 02 537 05 64



Direction: Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Crémations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Bordet)

Contact : Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION**

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématiste. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Années

Théâtre, émissions, exposition... les bonnes énergies

Enfin! La laïcité rendue intelligible à toutes les générations, surtout les 13-18 ans!

C'est nouveau, ça vient de sortir ! Cet opuscule de 24 pages joliment illustré explique en termes simples mais précis tout ce que les jeunes (et moins jeunes) doivent savoir sur ce concept omniprésent dans les débats de société. Et en plus, c'est gratuit. Alors, on vous en met combien ?

i Brochure en ligne sur www.découvronsllaïcité.be et version imprimée disponible sur simple demande à cal@laicite.net



ESPACE de Libertés

Éditeur responsable: Jean De Bruecker
Directeur de la publication: Yves Kengen
Rédacteur en chef: Jean-Pol Hecq
Secrétaire de rédaction: Amélie Dogot
Production: Fabienne Sergoyenne

Illustrations: Olivier Wiame
Graphisme: YEBOgraphics
Imprimeur: Dereume printing
Fondateur: Jean Schouters

Abonnement
 10 numéros
 Ne paraît pas en juillet - août
 Belgique: 20€, Étranger: 32€
 par virement au compte du CAL:
 IBAN: BE16 2100 6247 9974
 BIC: GEBABEBB
 TVA: BE 0409 110 069
 ISSN: 0775-2768
 Centre d'Action Laïque
 Campus de la Plaine ULB, CP 236
 Boulevard de la Plaine
 1050 Bruxelles
 Tél: 02 627 68 68 - Fax: 02 627 68 01
 E-mail: fabienne.sergoyenne@laicite.net
www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS
DE LA LAÏCITÉ
MARS/AVRIL 2017

À LA TÉLÉVISION

Entretien de Jean Cornil avec Vincent Cespedes 28'

Présentation: Vinciane Colson

Jean Cornil a rencontré le philosophe français Vincent Cespedes, qui nous explique l'urgence d'une réconciliation entre les générations au travers de son livre *Oser la jeunesse*. Il milite aussi pour une philosophie plus moderne qui utiliser l'outil « internet » afin de s'interroger sur le monde.

Date	Heure	Chaine
18/03	10H30	La Une
22/03	20H00	La Trois

Libres pensées sur... l'athéisme et les religions 10'

Présentation: Vinciane Colson

Des philosophes et écrivains tels que Xavier De Schutter, André Comte-Sponville, Luc Ferry et Frédéric Lenoir nous donnent leur vision de l'athéisme et des religions dans ce reportage du CLAV.

Date	Heure	Chaine
21/03	En fin de soirée	La Une
27/03	20H00	La Trois

Le secret professionnel en danger 28'

Présentation: Vinciane Colson

Lever le secret professionnel des travailleurs sociaux dans le cadre d'enquêtes terroristes, c'est l'objectif d'une proposition de loi en discussion au Parlement. Une proposition très polémique qui remet en cause une valeur fondamentale des droits sociaux.

Date	Heure	Chaine
26/03	09H20	La Une
01/04	10H30	La Une
05/04	20H00	La Trois

Les Roms, entre reconnaissance 10' et discriminations

Présentation: Vinciane Colson

Le 8 avril, les Roms du monde entier célèbrent leur journée internationale. L'occasion de s'intéresser à cette communauté, à son histoire et aux discriminations dont elle est victime. Véronique Bergen, auteure de *Djelem, Djelem* publié aux éditions Espace de Libertés, nous guidera dans ce reportage.

Date	Heure	Chaine
04/04	Fin de soirée	La Une
10/04	20H00	La Trois

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H 28'

Samedi 18 février

Samedi 25 février

Samedi 01 avril

Samedi 08 avril



THEATRE DE
POCHE



PAS PLEURER

ADAPTE DU ROMAN DE LYDIE SALVAYRE

PRIX GONCOURT 2014 (EDITIONS DU SEUIL / EDITIONS POINTS)

ADAPTATION ET MISE EN SCÈNE : DENIS LAUJOL ASSISTANT JULIEN JAILLOT.

AVEC : MARIE-AURORE D'AWANS, MUSICIENNE - MALENA SARDI MOUVEMENT - CLAIRE PICARD

SCÉNOGRAPHIE : OLIVIER WIAME LUMIÈRES : XAVIER LAUWERS, CRÉATION SONORE : MALENA SARDI

DU 21 MARS AU 8 AVRIL 2017 poche.be ou 02 649 17 27 Bois de la Cambre, 1a, Chemin du Gymnase, 1000 Bruxelles

Une coproduction de Ad Hoc et du Théâtre de Poche. Régie avec l'aide de la Région Wallonne - Bruxelles - Service du Théâtre. Avec l'aide du Théâtre des Doms.



Graphisme : Olivier Wiame. Editions : Odile Sic. Théâtre de Poche, 16 Quai du Commerce, 1000 Bruxelles. Toute reproduction interdite.